



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

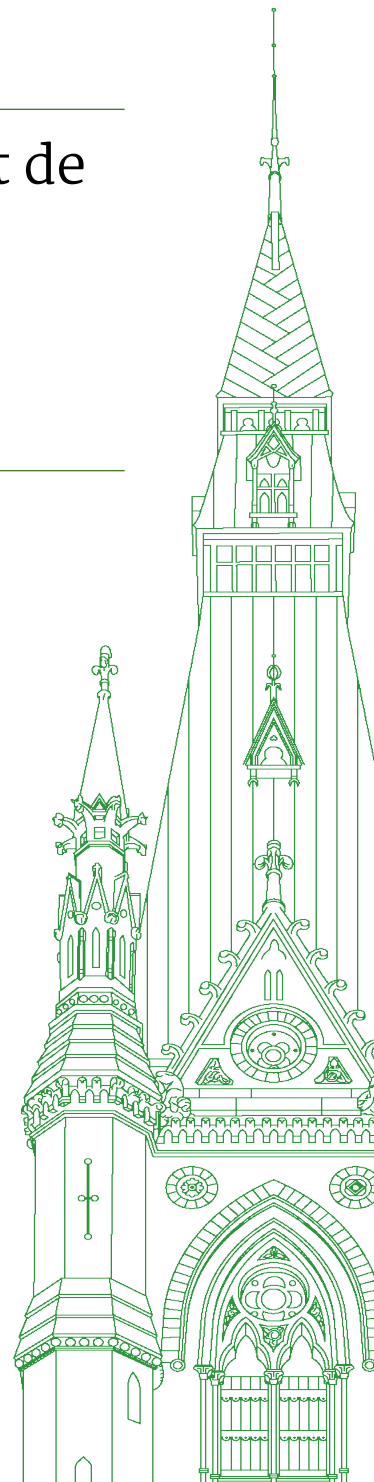
Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 044

Le mardi 6 octobre 2026

Président : Michael Coteau



Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 6 octobre 2026

• (1535)

[Traduction]

Le vice-président (John Barlow (Foothills, PCC)): Je déclare la séance ouverte.

Il a fallu qu'on modifie l'ordre du jour de notre réunion. Certains témoins n'ont pas pu venir, d'où les modifications apportées à l'horaire. Nous aurons donc plus de temps avec les témoins qui sont présents, ce qui est une bonne nouvelle. Nous entendrons M. Lee, je crois, en deuxième heure, ce qui change légèrement le programme.

Je remercie les témoins qui se sont joints à nous aujourd'hui.

Avant de les présenter, j'aimerais souhaiter la bienvenue aux nouveaux membres du comité de l'agriculture.

Bienvenue au Comité, Daniel, et félicitations d'avoir été nommé secrétaire parlementaire. Nous serons heureux de collaborer avec vous.

Sean Casey est un nouveau membre permanent du Comité, et Tom est de retour. On verra bien combien de temps il veut rester avec nous. Cela fait plaisir de le revoir, en tout cas. M. Perron est là aussi, désormais à titre de membre permanent. C'est une excellente nouvelle. Nous avons, pour ainsi dire, nos députés les plus talentueux. C'est sans oublier M. Bonk, qui est également un membre permanent. Nous avons à ce comité des députés extraordinaires. Nous aimons collaborer les uns avec les autres, et je serai heureux de collaborer à vos côtés.

Malheureusement, notre président n'a pas pu se joindre à nous aujourd'hui. Cela me fait plaisir de présider à sa place.

Bienvenue à cette réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes.

J'aurais d'abord quelques points à communiquer à nos témoins.

Conformément au Règlement, cette réunion se déroule en mode hybride, c'est-à-dire que les membres du Comité y participent en présentiel ou à distance sur Zoom.

Afin de protéger nos interprètes, je demanderais à tous les participants en présentiel de consulter les consignes sur les retours de son et de tenir votre oreillette le plus loin possible des microphones.

Je demande aux témoins de bien vouloir attendre que je vous nomme avant de prendre la parole, que ce soit pour répondre à une question ou pour faire votre déclaration liminaire.

Pour ceux qui sont à distance, vous pouvez cliquer sur l'icône du microphone pour l'activer. Je vous prie de l'éteindre quand vous n'avez plus la parole.

Madame Beardsley, je sais qu'il ne s'agit pas de votre première participation, mais, dans le bas de votre écran, vous pouvez sélectionner le canal de votre choix, soit l'original, l'anglais ou le français.

Je pense bien que tous ceux qui sont en présentiel connaissent bien les consignes relatives aux oreillettes.

Daniel, je crois que le déroulement des comités vous est désormais familier.

Je rappelle aux témoins que les questions peuvent vous être posées en anglais ou en français. Si vous souhaitez suivre les délibérations à l'aide des interprètes ou si vous avez des ennuis avec votre oreillette, veuillez nous le dire. Il nous est important que vous compreniez bien la question et que vous puissiez y répondre. Je rappelle à tous qu'il faut toujours s'adresser à la présidence.

Nous avons préparé une liste de ceux qui souhaitent prendre la parole. Nous sommes donc prêts à commencer.

Aujourd'hui, nous poursuivons notre étude sur la sécurité alimentaire face à l'instabilité mondiale.

Nous accueillons M. Dijkstra et M. Matheson, qui sont respectivement président et vice-président des Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick. Nous entendrons également Mme Beardsley, chef de la direction de Banques alimentaires Canada, par vidéoconférence.

Je vous souhaite la bienvenue et vous remercie d'être présents pour cet échange. Vous disposerez chacun de cinq minutes pour votre déclaration liminaire, puis les membres du Comité auront l'occasion de vous poser des questions.

Nous allons d'abord entendre les représentants des Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick.

Vous disposez de cinq minutes. Allez-y, s'il vous plaît.

Wietze Dykstra (président, Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick): Merci, monsieur le président.

Je m'appelle Wietze Dykstra. Comme vous l'avez dit, je suis le président des Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick. J'exploite avec ma famille une ferme laitière d'environ 170 vaches dans l'ouest du Nouveau-Brunswick. Je suis accompagné de Gilbert Matheson, qui exploite lui aussi une ferme dans cette province et siège au conseil d'administration des Producteurs laitiers du Canada. Merci de nous donner l'occasion de participer à cette étude importante sur la sécurité alimentaire et de faire connaître la perspective des producteurs laitiers.

Nous traversons une période de grande incertitude économique et géopolitique. Il est, par conséquent, plus important que jamais de nous doter d'un système de production alimentaire qui soit résilient et capable de répondre aux besoins de la population. Le secteur laitier est un élément essentiel de ce système. Les producteurs laitiers remercient le gouvernement fédéral de faire avancer sa stratégie en matière de sécurité alimentaire. Le gouvernement reconnaît la grande importance du système de gestion de l'offre, qui nous assure des produits laitiers, agricoles et avicoles à des prix stables, et qui contribue à la vitalité des régions rurales et à notre souveraineté alimentaire. Les producteurs laitiers accueillent favorablement la position du gouvernement.

Comme l'indique cette stratégie, la gestion de l'offre est un élément essentiel de notre sécurité alimentaire nationale. Il est donc d'une importance critique que le gouvernement tienne ses engagements, à savoir ne pas faire de concessions sur les produits laitiers et la gestion de l'offre dans ses négociations commerciales internationales, y compris avec les États-Unis.

Nous sommes des producteurs laitiers, fiers de contribuer à la production alimentaire nationale. Nous demandons aujourd'hui au gouvernement d'investir dans des installations de transformation laitière, là où l'occasion se présente, et d'éliminer les entraves pour les petits et moyens transformateurs en région rurale. Nous invitons aussi le gouvernement à envisager de soutenir les jeunes entreprises qui essaient de s'orienter dans les règlements sur la transformation laitière.

Je vais maintenant céder la parole à M. Matheson, qui va étayer les demandes que nous vous présentons.

Gilbert Matheson (vice-président, Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick): Merci.

Les producteurs laitiers soutiennent plusieurs autres éléments de la stratégie du gouvernement.

Nous accueillons très favorablement l'objectif de transformer plus de denrées alimentaires au Canada. Dans le secteur laitier, un grand nombre de nos installations, d'un bout à l'autre du pays, ont toutefois plus de 50 ans. Il nous faudrait moderniser nos usines pour produire un large éventail de produits qui répondraient aux besoins évolutifs de nos concitoyens. Malheureusement, la construction ou la mise à niveau d'une usine de transformation laitière coûte extrêmement cher.

Les provinces maritimes doivent limiter la quantité de lait qu'elles transforment. Ces provinces comptent peu de centres urbains, ce qui cause des problèmes de distribution et limite l'activité des petits et moyens transformateurs. Une part importante du lait produit dans les provinces maritimes doit donc être transformé à l'extérieur de la région.

Pour remédier à ce problème, nous recommandons que le gouvernement encourage les régions rurales à établir des centres de transformation laitière à multiples locaux. De telles installations seraient disposées, par exemple, à recevoir le lait, le pasteuriser, le réfrigérer et le distribuer. Des modules propres à un produit donné pourraient y être greffés ou retirés par des transformateurs et entrepreneurs locaux. Ce modèle favoriserait l'entrée de nouveaux acteurs dans le marché, soutiendrait des produits laitiers locaux et permettrait de transformer dans les provinces maritimes une plus grande part du lait produit dans la région.

Il va sans dire que tout financement public de la transformation à valeur ajoutée contribuerait à attirer des investissements, ce qui soutiendrait le secteur pour des années à venir et renforcerait la sécurité alimentaire canadienne.

La transformation des produits ici au Canada n'est toutefois pas le seul objectif de la stratégie. Les producteurs laitiers remercient le gouvernement de vouloir accélérer l'homologation des semences, engrais, fourrages et produits biologiques à usage vétérinaire. Le Canada dispose moins de ces produits, comparativement à ses concurrents, et les producteurs laitiers souhaitent vivement collaborer avec le gouvernement et les autres acteurs concernés pour faciliter l'accès à ces facteurs de production essentiels.

Pour finir, les producteurs laitiers remercient le gouvernement d'avoir instauré la comptabilisation immédiate en charges des installations de production et de transformation. Ils l'encouragent vivement, à présent, à faire appliquer la mesure à tous les immeubles agricoles. L'élimination de ces charges fiscales permettrait aux agriculteurs de moderniser leur activité, d'adopter des technologies novatrices, de s'adapter aux besoins des consommateurs et aux exigences en évolution, et d'augmenter leur production pour répondre à une demande croissante.

Le Canada jouit des agriculteurs, des transformateurs, des ressources et de l'expertise nécessaires pour s'assurer du bon fonctionnement de son système de production intérieure. La protection de cette capacité de production n'est pas seulement une priorité agricole. Il s'agit là d'un investissement dans la sécurité alimentaire et la résilience économique à long terme de notre pays.

Pour conclure, nous aimerions souligner l'importance de la perspective de nos collègues qui travaillent pour Banques alimentaires Canada et qui participent à cet échange aujourd'hui. Au Nouveau-Brunswick, les producteurs laitiers sont fiers de collaborer avec Feed New Brunswick pour venir en aide à la population locale. La sécurité alimentaire n'est possible que si tous les acteurs du système travaillent main dans la main.

Merci.

● (1540)

Le vice-président (John Barlow): Merci beaucoup. En plein dans les temps. Bravo. La journée commence bien pour Mme Beardsley grâce à vous, à voir son beau sourire.

Nous donnons maintenant la parole à Mme Beardsley, de Banques alimentaires Canada, pour cinq minutes.

Kirstin Beardsley (chef de la direction, Banques alimentaires Canada):

Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité.

Je m'appelle Kirstin Beardsley. Je suis directrice générale de Banques alimentaires Canada. Je représente un réseau de plus de 5 500 banques alimentaires réparties dans toutes les provinces et tous les territoires.

Aujourd'hui, un Canadien sur quatre est en situation d'insécurité alimentaire, et près de 2,2 millions de personnes se tournent vers une banque alimentaire chaque mois. Notre sondage a révélé que 43 % des Canadiens ont déclaré éprouver des difficultés financières en juillet dernier, et le coût des aliments est le principal facteur à l'origine de ces difficultés. L'instabilité mondiale n'a pas causé cette crise, mais elle l'accélère. Les catastrophes climatiques, les conflits mondiaux et l'instabilité commerciale avec notre principal partenaire commercial nous rappellent que les chocs externes se répercutent rapidement sur les chaînes d'approvisionnement et, par conséquent, sur les factures d'épicerie des Canadiens.

Le défi principal n'est pas que le Canada manque d'aliments, de producteurs ou de demande, mais que notre infrastructure n'est pas assez coordonnée pour transformer, entreposer et transporter les aliments canadiens des régions ayant un surplus aux collectivités aux prises avec des pénuries. Par conséquent, les aliments cultivés ici sont souvent transformés ailleurs. Les surplus utilisables sont perdus et les collectivités nordiques, côtières et autochtones isolées paient des prix disproportionnellement plus élevés. Les infrastructures alimentaires sont donc autant une question de résilience nationale que d'abordabilité.

Les ménages et les banques alimentaires n'ont aucun contrôle sur ces pressions mondiales. Ce que le Canada peut contrôler, c'est de veiller à ce que notre système alimentaire ait une capacité suffisante pour absorber les perturbations avant qu'elles ne se répercutent dans l'assiette. Le Canada a besoin d'un réseau national coordonné capable de récupérer une plus grande part de la production alimentaire intérieure, d'augmenter la capacité de transformation et d'entreposage réfrigéré, et de transporter les produits efficacement d'une région à l'autre. Un tel réseau contribuerait à réduire le gaspillage alimentaire, à renforcer la résilience régionale et à éviter que les perturbations ne se traduisent par des rayons vides ou des denrées hors de prix.

Banques alimentaires Canada accueille favorablement la Stratégie nationale de sécurité alimentaire et ses 3,2 milliards de dollars d'investissements, en particulier la reconnaissance des carrefours alimentaires, y compris les infrastructures alimentaires communautaires, comme des infrastructures essentielles.

La bonne nouvelle, c'est que ce réseau national coordonné existe déjà. Les banques alimentaires agissent déjà comme des infrastructures essentielles au sein du système alimentaire canadien. Nous achetons, récupérons, entreposons, transformons et transportons des aliments à l'échelle nationale. Plus du quart des produits que nous distribuons est désormais acheté plutôt que donné. Près de 400 millions de dollars d'investissement pour des projets d'immobilisations sont prévus ou en cours dans le réseau des banques alimentaires.

Banques alimentaires Canada a investi 24 millions de dollars l'année dernière; près de 6 millions de dollars dans les systèmes de réfrigération des banques alimentaires depuis 2022; près de 9 millions de dollars supplémentaires dans les infrastructures du Nord, ces régions qui sont les plus durement et plus rapidement touchées par les perturbations des activités de camionnage ou les flambées des prix. L'une des principales forces du réseau des banques alimentaires, ce sont ses liens établis avec les collectivités rurales, isolées et nordiques. Dans un pays aussi vaste que le Canada, la réduction des coûts dépend en grande partie de la mise en place de chaînes d'approvisionnement efficaces permettant d'acheminer les aliments vers les régions les plus éloignées.

Le Leamington Regional Food Hub et Harvest Manitoba montrent que ce modèle fonctionne dans la pratique. Au Canada atlantique, un projet pilote de distribution a déjà permis d'obtenir des prix des denrées alimentaires à la livraison inférieurs aux prix que les organismes auraient pu obtenir seuls. Ces propositions ne reposent pas sur l'espoir; elles sont le prolongement d'infrastructures dont l'efficacité a été prouvée par le réseau des banques alimentaires.

Dans son mémoire prébudgétaire, Banques alimentaires Canada demande au gouvernement de consacrer jusqu'à 5 millions de dollars du Fonds de liaison alimentaire à la réduction des lacunes en matière d'infrastructures dans le réseau des banques alimentaires. Cet investissement servirait à créer un réseau en étoile réunissant de grands centres régionaux à des centres satellites plus petits, créant ainsi des capacités collectives pour la collecte, le traitement, l'entreposage et le transport des aliments d'une région à l'autre au lieu de reproduire des capacités à petite échelle.

Notre secteur a des propositions prêtes à être mises en œuvre en Ontario, en Colombie-Britannique, au Manitoba, au Québec et au Canada atlantique. Chaque proposition vise à pallier une lacune propre à chaque région. À titre d'exemple, soulignons un service de collecte dans le sud-ouest de l'Ontario; des infrastructures de la chaîne du froid en Montérégie et au Saguenay-Lac-Saint-Jean, au Québec; un centre de distribution permanent centralisé pour le réseau des banques alimentaires du Canada atlantique.

Les banques alimentaires ont une présence dans les collectivités à l'échelle nationale, y compris les collectivités les plus difficiles à desservir; elles ont des partenariats logistiques avec les secteurs ferroviaire, routier et aérien; elles s'appuient sur un modèle d'équité fondé sur des données qui permet d'acheminer les denrées alimentaires là où les besoins sont les plus pressants, et non simplement aux endroits ayant déjà une capacité d'entreposage.

Le Canada a les denrées alimentaires, les producteurs et la demande. Ce qui manque, c'est une infrastructure suffisamment coordonnée pour transformer, entreposer et acheminer les aliments là où la population en a besoin, avant que les répercussions des perturbations mondiales se reflètent dans les assiettes des Canadiens. Les banques alimentaires ont déjà une présence à l'échelle nationale, la logistique, les partenariats, l'expertise et des projets prêts à être mis en œuvre pour combler cette lacune. Nous sommes prêts à renforcer cette résilience immédiatement grâce à l'investissement fédéral par l'intermédiaire du Fonds de liaison alimentaire.

● (1545)

Le vice-président (John Barlow): Merci beaucoup, madame Beardsley, et merci de votre temps.

Chers collègues, avant de passer aux questions, nous avons quelques questions de régie interne à régler. Nous pouvons les reporter à la fin de la deuxième heure ou nous en occuper à la fin de cette heure-ci, de façon à terminer la deuxième partie un peu plus tôt. Avez-vous une préférence à cet égard? Cela prendrait environ cinq minutes.

Souhaitez-vous le faire à la toute fin?

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Oui, réservons cela pour la toute fin.

Le vice-président (John Barlow): C'est parfait.

Poursuivons. La parole est maintenant aux conservateurs, pour six minutes.

Monsieur Bragdon, vous avez la parole.

Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Merci, monsieur le président. C'est un plaisir d'être ici aujourd'hui.

Je remercie les témoins de leurs témoignages d'aujourd'hui. C'est toujours un plaisir d'accueillir des concitoyens du Nouveau-Brunswick ici, dans la capitale nationale. Nous connaissons très bien ces messieurs.

Je vous remercie de l'excellent travail que vous faites pour répondre aux besoins criants de sécurité alimentaire de la population du pays.

Monsieur Dijkstra, c'est à vous que j'aimerais poser ma première question aujourd'hui. Elle porte sur l'explosion du coût des intrants avec laquelle les agriculteurs d'un bout à l'autre du pays doivent composer. Le coût du carburant est évidemment une préoccupation majeure pour chaque exploitation agricole et chaque agriculteur. Le prix du diésel a des répercussions sur tout ce qui est transporté par camion et expédié ainsi que sur la production alimentaire, bien sûr.

Je vais commencer par vous, monsieur Dijkstra, mais vous pourriez me donner tous les deux votre avis sur les conséquences de la hausse marquée du prix du diésel, et comparer la situation actuelle aux années précédentes.

Wietze Dykstra: Par où pourrais-je commencer?

Dans le cadre de notre système de gestion de l'offre, nous ne pouvons augmenter le prix de nos produits qu'une fois par année, de sorte que pour le moment, nous devons absorber ces coûts. J'ai une exploitation assez importante. Supposons que mes coûts pour le diésel s'élevaient à 4 000 \$ pour le mois de septembre de l'an dernier. Aujourd'hui, ce serait 8 000 \$. Cela réduit directement mon résultat net. Cela représente un coût important pour nous, certes, mais pour le moment, nous ne pouvons pas répercuter ce coût sur le consommateur.

Richard Bragdon: Wow. En tant que producteurs, c'est vous qui absorbez la hausse des coûts. Cela réduit votre résultat net chaque année. Donc, seulement pour le carburant, prévoyez-vous que ces coûts seront deux fois plus élevés cette année par rapport aux années précédentes?

Wietze Dykstra: Je dirais que le coût a au moins doublé, en effet. C'est exact.

Richard Bragdon: Wow.

Est-ce la même chose pour vous, monsieur Matheson?

Gilbert Matheson: Oui. Je veux dire, mes activités sont assez vastes; il y a divers produits. Si je pense à l'ensemble des produits, tant le grain que l'on reçoit que les produits qui sortent, cela représente facilement le double pour les activités. Cela a manifestement des répercussions. Il y a un certain décalage dans le secteur agricole, bien sûr. Nous sommes soumis aux conditions du marché pour certains de nos produits, mais il y a un peu plus de stabilité pour d'autres, notamment les œufs et les produits laitiers, mais il y a quand même un décalage d'un an, en général, avant que nous récupérions ces hausses.

• (1550)

Richard Bragdon: Selon vous, à ce moment-ci, l'explosion du coût des intrants met-elle en péril certains producteurs laitiers et certaines exploitations laitières du Nouveau-Brunswick? Est-ce un facteur qui nuit aux activités et dont les exploitants doivent tenir

compte par rapport à leur croissance future ou aux décisions concernant leur exploitation?

Gilbert Matheson: Je pense que tout le monde en ressent un peu plus les effets. Les agriculteurs prennent cela en considération, bien sûr, dans leurs décisions relatives à l'affectation des fonds.

Richard Bragdon: Permettez-moi de vous poser une question. Je sais qu'il y a une grande incertitude entourant les accords commerciaux et tout ce qui se passe avec les droits de douane. Il y a évidemment l'incertitude concernant l'ACEUM. De votre point de vue, en tant que producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick, étant donné ces préoccupations, pensez-vous que le gouvernement pourrait ou devrait faire mieux pour veiller à ce que les agriculteurs soient bien informés? Selon vos producteurs, quelles devraient être les priorités à cet égard actuellement?

Je vais commencer par vous, monsieur Dijkstra.

Wietze Dykstra: Comme je l'ai dit dans ma déclaration préliminaire, le commerce a toujours été un enjeu. Nous voulons que le gouvernement ne fasse plus aucune concession. Le projet de loi C-202 était lié à cela. La gestion de l'offre ne devrait pas être sur la table. Il faut toutefois composer avec le fait qu'il y a, au sud de la frontière, un président qui a la gestion de l'offre dans sa mire. Nous sommes convaincus que le gouvernement fera de son mieux pour veiller à nos intérêts.

Richard Bragdon: Dans cette veine, monsieur Dijkstra, on a abondamment parlé d'accords — ou d'éventuels accords futurs — avec l'Union européenne. Nous savons que nous avons avec l'Union européenne des accords qui n'ont pas été pleinement mis en œuvre. Les producteurs laitiers américains sont-ils préoccupés par tout accord, actuel ou futur, avec l'Union européenne, dont vous avez discuté?

Wietze Dykstra: La gestion de l'offre repose sur trois éléments: les contrôles à l'importation, l'offre et la demande. Lorsqu'un de ces éléments est perturbé, cela nous pose problème, dont le principal est l'incertitude pour les agriculteurs. C'est comme dans toute autre entreprise. Voulez-vous investir dans une nouvelle étable? Voulez-vous investir dans de la nouvelle machinerie? Veut-on investir dans tout cela, dans ce contexte d'incertitude? Voilà l'énorme problème auquel nous sommes confrontés.

Comme nous le savons tous, nous traversons actuellement une période d'incertitude, mais il en va de même pour toutes les entreprises, d'ailleurs. Toutes les entreprises tendent à hésiter à faire d'importants investissements lorsque l'avenir est incertain.

Richard Bragdon: Merci, monsieur Dijkstra.

Merci, monsieur le président.

Le vice-président (John Barlow): Merci beaucoup, monsieur Bragdon. Je vous remercie d'avoir cédé une partie de votre temps de parole. Nous pourrions peut-être l'accorder à quelqu'un d'autre plus tard.

Je vais maintenant donner la parole à M. MacDonald, des libéraux, pour six minutes. Allez-y, s'il vous plaît.

Kent MacDonald (Cardigan, Lib.): Merci, monsieur le président, et merci aux témoins.

Je souhaite la bienvenue à mes deux collègues producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick.

Je vais commencer par Mme Beardsley.

Madame Beardsley, dans le cadre de la Stratégie nationale de sécurité alimentaire, nous avons immédiatement annoncé un financement direct de 20 millions de dollars. Il s'agissait évidemment d'un financement d'urgence destiné à faciliter immédiatement la transition dans la prestation de vos services à l'échelle du pays.

Il va sans dire que nous ne souhaitons pas devenir dépendants des banques alimentaires. Selon vous, y a-t-il dans la Stratégie nationale de sécurité alimentaire des éléments qui, à terme, contribueront à faire baisser le prix du panier d'épicerie pour les consommateurs et pour les personnes les plus vulnérables face aux prix élevés des produits d'épicerie?

Kirstin Beardsley: Le Fonds des infrastructures alimentaires locales vise bien sûr à offrir du soutien en cette période extrêmement difficile. Le recours aux banques alimentaires a doublé depuis 2019. Les organismes communautaires locaux doivent donc servir deux fois plus de personnes qu'auparavant. Comme je l'ai dit, nous appuyons fortement la Stratégie nationale de sécurité alimentaire. Nous savons qu'il est nécessaire d'investir dans l'approvisionnement et la production à l'échelle nationale.

Nous sommes d'avis que l'insécurité alimentaire est essentiellement un problème de revenus. C'est pourquoi nous préconisons, pour lutter contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire, des mesures comme la réforme de l'assurance-emploi ou une étude sur les montants des prestations d'aide sociale provinciales. Il faut veiller à ce que les gens aient des revenus suffisants pour se nourrir. D'ici là, on demande aux banques alimentaires de doubler le volume de l'aide qu'elles fournissent. Des investissements dans les infrastructures sont donc requis afin que nous puissions acheminer la quantité de nourriture dont nous avons besoin pour venir en aide aux personnes dans le besoin d'un bout à l'autre du pays.

• (1555)

Kent MacDonald: Nous venons d'annoncer cette semaine une enveloppe de 1 milliard de dollars pour le nouveau Fonds de liaison alimentaire pour la création de carrefours alimentaires et d'infrastructures dans les régions qui pourraient avoir des lacunes. Je viens de la province de l'Île-du-Prince-Édouard. Le Canada atlantique manque d'entrepôts frigorifiques et d'infrastructures pour la distribution des denrées alimentaires. On avait de telles infrastructures il y a 40 ans, mais elles n'existent plus. Nous dépendons maintenant de la distribution provenant de régions comme Montréal et Toronto.

Selon vous, le financement du Fonds de liaison alimentaire contribuera-t-il à créer des marchés locaux pour les producteurs et à permettre aux petits détaillants indépendants de trouver une place dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire?

Kirstin Beardsley: Le Fonds de liaison alimentaire aura un rôle déterminant. De notre point de vue, nous considérons les investissements en infrastructures comme essentiels. Nous avons également constaté un manque d'infrastructures d'entreposage frigorifique, car nous y avons recours pour acheminer les denrées alimentaires dans l'ensemble du pays et assurer une capacité de transformation au pays. Nous recevons énormément de dons du secteur de la fabrication. Nous avons une vue d'ensemble de la chaîne d'approvisionnement qui nous permet de cerner les lacunes.

Du point de vue commercial, c'est différent, mais nous souhaitons être de bons partenaires. Nous tenons à ce que l'industrie se développe parallèlement aux infrastructures communautaires. Nous nous réjouissons que le Fonds de liaison alimentaire permette aux

banques alimentaires de mettre en place les infrastructures dont nous avons besoin pour servir les personnes qui font appel à nous.

Kent MacDonald: Merci.

Je vais maintenant me tourner vers les représentants de Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick.

Vous avez repris votre souffle. Êtes-vous prêt à répondre à d'autres questions?

Wietze Dykstra: J'imagine que oui.

Kent MacDonald: J'ai aussi gagné ma vie comme producteur laitier dans le système de gestion de l'offre. Nous élevions également des bovins de boucherie, qui est un régime de libre marché. Je ne défends ni l'un ni l'autre, mais l'industrie laitière a-t-elle tiré des leçons qui pourraient être utiles, au pays, pour assurer la sécurité alimentaire des Canadiens?

Je pense en particulier au contexte géopolitique actuel. Deux conflits — deux guerres — font rage actuellement et ont des répercussions sur le coût des intrants agricoles. Ces guerres n'ont pas encore d'incidence sur l'approvisionnement alimentaire, mais cela pourrait changer. Ce n'est pas quelque chose d'inimaginable. Je me demande simplement quel est votre point de vue à ce sujet, si l'un de vous souhaite en parler.

Wietze Dykstra: Je peux commencer. Nous pouvons répondre en équipe.

Lors de la pénurie de vaccins durant la pandémie de COVID, nous avons appris que les pays qui en ont en abondance s'occupent d'abord d'eux-mêmes, avant de venir en aide au pays qui demandait des vaccins. En matière de gestion de l'offre dans les secteurs des produits laitiers, de la volaille et des oeufs, notre marché est bien établi au Canada. Nous connaissons notre demande et nous l'adaptions à l'offre, si bien que nous ne serons jamais aux prises avec une pénurie de produits tant que nous gérerons l'offre au Canada.

J'estime que c'est très important pour la souveraineté alimentaire, car si nous y renonçons, tout va bien tant qu'il y a suffisamment de nourriture dans le monde. Toutefois, s'il venait à y avoir une pénurie d'un aliment que nous ne pouvons pas produire nous-mêmes et que nous dépendons d'un autre pays pour nous approvisionner, nous risquerions de ne pas pouvoir nous en procurer.

Kent MacDonald: De plus, l'industrie laitière a su s'adapter très rapidement lorsque la situation l'exigeait. Pendant la pandémie de COVID, la consommation de produits laitiers a augmenté parce que les gens restaient davantage chez eux. Nous avons relevé le défi du marché. Nous devons maintenant nous adapter pour les protéines. C'est le nouvel engouement. Nous relevons encore une fois le défi du marché. Ce sont là des éléments positifs.

Ce que le défi lié aux protéines fait ressortir, c'est que nous ne disposons pas d'une capacité de transformation suffisante au niveau régional dans le Canada atlantique.

Le vice-président (John Barlow): Je suis désolé, monsieur MacDonald. Vous avez largement dépassé votre temps de parole. Je vous ai accordé un peu plus de temps. Je vous ai cédé une partie des 30 secondes de M. Bragdon.

• (1600)

Kent MacDonald: Six minutes, ce n'est pas très long.

Le vice-président (John Barlow): Vous pourrez aborder les protéines et la transformation à une autre série de questions.

[Français]

Monsieur Perron, vous avez la parole pour six minutes.

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci aux témoins d'être avec nous aujourd'hui.

Je m'adresse aux Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick.

Je suis content de vous entendre parler de gestion de l'offre. Je suis content, surtout, de vous entendre...

[Traduction]

Le vice-président (John Barlow): J'ai arrêté le chronomètre. Nous allons laisser M. Dijkstra mettre son oreillette.

Wietze Dykstra: Je ne suis pas très malin.

Le vice-président (John Barlow): Non. Vous faites partie des nombreuses personnes qui ont éprouvé des difficultés avec cela, y compris des députés.

Monsieur Dijkstra, pouvez-vous vous assurer qu'on entend l'interprétation du français vers l'anglais?

Monsieur Perron, vous pouvez peut-être dire quelques mots.

[Français]

Yves Perron: Entendez-vous ce que je vous dis? Oui. C'est parfait.

Merci aux interprètes pour le magnifique travail qu'ils font au quotidien. Je profite de l'occasion pour le dire.

Alors, on repart le chronomètre, monsieur le président.

Messieurs des Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick, je suis très heureux de vous entendre parler de l'importance de la gestion de l'offre. J'ai particulièrement aimé, monsieur Dijkstra, vos derniers propos quand vous avez dit que, tant qu'on aurait la gestion de l'offre, peu importe les perturbations ailleurs, il n'y aurait jamais de problème ici. Je ne suis pas le seul à être content autour de la table. Je vois en face de moi les sourires de gens avec qui nous avons collaboré pour la fameuse loi à ce sujet qui est maintenant en place. Nous sommes contents que cette loi soit là. Dans le contexte actuel, on ne peut pas savoir ce qui se serait passé sinon, mais, moi, j'ai de gros doutes.

Par contre, nous avons eu des inquiétudes, à la fin de l'été, quand il y avait des négociations avec les États-Unis et qu'il y a eu des rumeurs. Je ne sais pas à quel point elles étaient fondées. D'autres personnes autour de la table sont peut-être mieux informées que moi. Les rumeurs disaient qu'on allait accepter des changements dans l'attribution des quotas d'importation, qui sont principalement attribués aux transformateurs présentement et qui seraient transférés à des distributeurs. Nous, au Bloc québécois, ça nous inquiétait beaucoup, parce que nous pensions que ça allait augmenter l'impact sur nos producteurs.

J'aimerais savoir quelle est votre perception de ça. À quel point est-ce que ça vous inquiète, un changement comme ça, qui est à côté de la loi qui a été adoptée, donc qui ne touche pas à cette loi, mais qui est quand même une façon un peu détournée de venir atteindre le niveau de vie des producteurs?

[Traduction]

Gilbert Matheson: Plus précisément, les contingents tarifaires auraient une incidence s'ils étaient répartis différemment. À l'heure

actuelle, je pense qu'ils sont principalement imposés aux transformateurs. Certains sont imposés au commerce de détail. En tant qu'agriculteurs, nous craignons que s'ils étaient davantage imposés au commerce de détail, cela puisse perturber notre marché. Je pense que ce serait notre principale préoccupation.

[Français]

Yves Perron: Si j'interprète votre réponse — dites-le-moi si je vais trop loin —, vous seriez en train de recommander fortement au gouvernement de ne jamais toucher à cette distribution. De toute façon, c'est une décision qui relève entièrement de la souveraineté du Canada. Sommes-nous d'accord?

[Traduction]

Gilbert Matheson: Nous sommes d'accord.

[Français]

Yves Perron: Ça, c'est bon.

Maintenant, je vais vous parler des protéines laitières. Mon collègue M. MacDonald en a parlé il y a quelques minutes.

On sait qu'on a un grand besoin de protéines, entre autres pour les suppléments pour les sportifs. Il y a aussi le petit-lait qui est très recherché. On n'en produit pas suffisamment localement. Il y a une certaine quantité d'importation là-dedans.

Ça pourrait être un créneau intéressant à développer pour les producteurs de lait du Nouveau-Brunswick et du Canada en général. Est-ce que c'est une piste qui est explorée? Est-ce que vous pensez que ça pourrait être pertinent pour augmenter la production?

[Traduction]

Wietze Dykstra: Allez-y, monsieur Matheson.

Gilbert Matheson: Nous nous efforçons d'accroître la production. Ce n'est pas simple, car les vaches produisent également de la matière grasse laitière. Il faut donc s'assurer d'avoir suffisamment d'espace pour tous ces composants. Nous travaillons très fort à la ferme, mais aussi en collaboration avec les Producteurs laitiers du Canada et les intervenants du Nouveau-Brunswick, afin de faire savoir aux producteurs que nous avons besoin de plus de protéines. Il y a ainsi un incitatif financier à produire plus de protéines. Nous y parviendrons, mais il faudra un peu de temps pour répondre à la demande de ces marchés.

[Français]

Yves Perron: Voulez-vous ajouter quelque chose, monsieur Dijkstra?

[Traduction]

Wietze Dykstra: Le problème, c'est que la vache ne fait pas ce que le consommateur attend de nous d'ici un an ou deux. La demande en matière grasse butyrique était forte, si bien que nous avons reproduit des vaches pour qu'elles nous en fournissent. Depuis deux ou trois ans, les consommateurs veulent plus de protéines. C'est une excellente nouvelle pour nous, sauf que mes vaches ne m'ont pas écouté quand je leur ai dit qu'elles devaient produire plus de protéines. Je dois fournir plus de protéines. Il est très difficile de reproduire des vaches pour qu'elles produisent plus de protéines en si peu de temps.

Comme M. Matheson le disait, nous y parviendrons, mais il faudra un peu de temps. Dans l'intervalle, nous faisons tout en notre pouvoir pour répondre à la demande en protéines du marché, car c'est dans l'intérêt de tous, et nous y parviendrons.

• (1605)

[Français]

Yves Perron: Je vous remercie de ces précisions. C'est bien important.

En général, je considère que le gouvernement laisse peut-être un peu de côté la transformation agroalimentaire et l'agriculture et oublie leur importance dans l'économie. C'est particulièrement le cas pour la transformation agroalimentaire. On a constaté, dans des études antérieures, qu'il y avait un sous-investissement important dans nos usines de transformation. J'ai peur qu'à un moment donné, on soit trop en retard. Vous avez d'ailleurs parlé, dans votre allocution d'ouverture, de la nécessité de faire des investissements ou de faciliter les investissements.

Si vous aviez une proposition ou deux à faire au Comité, pour que nous transmettions ça au gouvernement, que proposeriez-vous de faire dans cette optique?

[Traduction]

Gilbert Matheson: Je crois que les investissements arrivent plus lentement. Je pense que c'est en grande partie en raison de l'incertitude économique liée à différentes concessions commerciales accordées au cours des 10 dernières années. Ces concessions ont assurément ralenti les investissements. Toutefois, comme nous l'avons mentionné dans nos déclarations liminaires, le gouvernement a pris des mesures pour remédier à cette situation, mais je pense qu'il est possible de faire plus à cet égard.

Le vice-président (John Barlow): Je vous remercie. Nous vous sommes reconnaissants de ces remarques.

Nous allons maintenant céder la parole à M. Gourde pour cinq minutes, je vous prie.

[Français]

Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Merci, monsieur le président.

Je vais revenir sur la transformation au Nouveau-Brunswick.

Vous venez de répondre qu'il y a eu un certain retard au cours des 10 dernières années. Est-ce que ça a mis en danger la transformation du lait au Nouveau-Brunswick à un point tel qu'on a dû envoyer le lait dans d'autres provinces pour qu'il y soit transformé?

[Traduction]

Wietze Dykstra: La réponse est oui, et je peux vous expliquer.

Comme M. Matheson le disait, en raison des concessions commerciales, les transformateurs étaient très hésitants à investir dans la transformation en raison, comme je l'ai mentionné précédemment, de l'incertitude qui règne dans le contexte commercial. Oui, le marché s'est développé et la demande a augmenté. À l'heure actuelle, nous envoyons du lait au Québec et en Ontario pour qu'il y soit transformé. C'est exact.

À l'heure actuelle, nous ne disposons pas de capacités de transformation suffisantes dans les Maritimes. Je parle des Maritimes, car le Nouveau-Brunswick est assez petit, et nous devons penser à l'échelle régionale, alors nous incluons l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. Actuellement, nous ne disposons pas de capacités de transformation suffisantes dans les Maritimes. C'est exact.

[Français]

Jacques Gourde: Est-ce que le climat d'incertitude dont vous parlez a été causé par une perte de confiance des transformateurs en ce qui concerne les subventions qu'ils pouvaient obtenir du gouvernement fédéral? Y a-t-il eu un laisser-aller qui a carrément amené des entreprises à vouloir changer de province parce qu'il manquait de volume? Il y a quelque chose que je ne comprends pas. Qu'est-ce qui a mis en place ce climat d'incertitude?

[Traduction]

Wietze Dykstra: L'incertitude portait sur les concessions commerciales. Si un transformateur souhaite investir dans une usine, cela représente des centaines de millions de dollars. Il s'agit évidemment d'investissements colossaux. Si le marché n'est pas garanti par des concessions commerciales accordées aux États-Unis ou à l'Europe, le risque est que ces usines ne soient pas approvisionnées en lait et, par conséquent, le transformateur ne réalise aucun profit à transformer le lait. Tout est une question de certitude ou d'incertitude commerciale.

[Français]

Jacques Gourde: Est-ce qu'on voit de la lumière au bout du tunnel? Est-ce qu'on a espoir que le climat d'incertitude va se résorber et que la confiance va revenir pour que les transformateurs puissent, au moins, transformer tout le lait du Nouveau-Brunswick près des fermes?

• (1610)

[Traduction]

Wietze Dykstra: Les transformateurs ont annoncé de nouveaux investissements au cours des deux dernières années. Nous espérons qu'un projet sera également mis en place dans les Maritimes afin d'augmenter la capacité de transformation. La capacité de transformer notre lait dans les Maritimes dépend aussi grandement du marché des protéines.

[Français]

Jacques Gourde: Merci.

Monsieur le président, combien de temps me reste-t-il?

[Traduction]

Le vice-président (John Barlow): Il vous reste environ 90 secondes.

[Français]

Jacques Gourde: Je me tourne maintenant vers la représentante de Banques alimentaires Canada.

Depuis les cinq dernières années, quel est le volume d'augmentation du nombre de gens qui ont recours aux banques alimentaires?

[Traduction]

Kirstin Beardsley: J'ai des données de 2019 à 2026. Nous avons constaté que les besoins ont doublé. À l'heure actuelle, on recense près de 2,2 millions de visites dans les banques alimentaires chaque mois au Canada.

[Français]

Jacques Gourde: De quel type de soutien avez-vous besoin du gouvernement fédéral pour aider les gens à joindre les deux bouts, et ce, pas seulement à court terme? Y a-t-il des solutions à long terme que le gouvernement peut mettre en place pour que les gens puissent se sortir de cette situation et qu'ils aient les moyens pour vivre et s'acheter de la nourriture?

[Traduction]

Kirstin Beardsley: Tout à fait. Les banques alimentaires ont besoin d'investissements dès maintenant pour répondre à la demande. Nous ne pouvons pas demander à un organisme communautaire, qui est financé et soutenu grâce à la générosité de sa communauté, de doubler le nombre de personnes qui franchissent ses portes sans investir dans ses infrastructures. Nous distribuons de la nourriture. La nourriture doit être manipulée de manière sécuritaire et appropriée, ce qui nécessite des infrastructures.

Si l'on se penche sur des solutions à long terme, en tant que banques alimentaires, nous devons revendiquer une politique sur le revenu qui garantit que chacun dispose des revenus nécessaires pour pouvoir se rendre à l'épicerie et acheter de la nourriture. C'est la meilleure solution à long terme pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Il s'agit notamment d'envisager une réforme de l'assurance-emploi, afin que les personnes qui perdent leur emploi puissent bénéficier d'aides financières provisoires. Nous demandons notamment une étude parlementaire et une aide sociale provinciale qui, nous le savons, est insuffisante et est à l'origine d'une part importante de la clientèle des banques alimentaires. Nous avons besoin de stratégies pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans le Nord, qui a dépassé le stade de la crise.

Il existe certainement des mesures qui s'attaquent aux causes sous-jacentes. Entretemps, le système des banques alimentaires risque de ne pas être en mesure de répondre à la demande actuelle, ce qui nécessite des investissements dans les infrastructures.

Le vice-président (John Barlow): Je vous remercie, madame Beardsley.

Nous allons maintenant passer à M. Gobeil pour cinq minutes, je vous prie.

[Français]

Daniel Gobeil (Chicoutimi—Le Fjord, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je vais poser ma première question à mes anciens confrères producteurs.

Monsieur Matheson, je vais commencer par vous.

Dans la dernière politique bioalimentaire canadienne, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a reconnu que la gestion de l'offre était un modèle pour la sécurité alimentaire et un modèle pour la coordination de la chaîne d'approvisionnement en ce qui concerne la production, le transport et la transformation. Notre gouvernement a investi près de 400 millions de dollars dans un programme de transformation des produits assujettis à la gestion de l'offre, il y a quelques années. Tout dernièrement, le gouvernement a également annoncé des fonds pour aider les transformateurs de l'industrie laitière à valoriser les produits enrichis en protéines.

Est-ce que ces programmes ont eu une incidence sur vos fermes et vos communautés? Est-ce qu'ils ont réussi à apporter des investissements au Nouveau-Brunswick et dans l'Est du Canada pour raccourcir la chaîne d'approvisionnement et apporter une meilleure efficacité au secteur?

[Traduction]

Gilbert Matheson: Je pense que vous faites référence à une partie du financement provenant de certains accords commerciaux antérieurs destinés à la transformation. Je pense que cela a un peu aidé. Des fonds sont disponibles. Bien entendu, un transformateur qui

cherche à investir veut tirer profit de ces aides, donc cela a certainement aidé dans une certaine mesure.

• (1615)

[Français]

Daniel Gobeil: J'ai une autre question au sujet des échanges.

On sait que le gouvernement canadien a enlevé beaucoup de freins au commerce interprovincial. Est-ce que la gestion de l'offre est un bon outil pour le commerce interprovincial, pour que les produits voyagent partout au Canada, pour avoir des produits à valeur ajoutée et pour fournir des produits aux consommateurs partout au Canada, maintenant qu'il y a cet allègement en matière de commerce interprovincial?

[Traduction]

Wietze Dykstra: C'est une bonne question.

Comme je l'ai dit plus tôt, une certaine quantité de lait provenant des Maritimes est transformée au Québec. Comme il s'agit d'une autre province, je crois que le lait et les produits laitiers traversent effectivement les frontières provinciales.

Cela dit, quand on veut vendre du lait de consommation au Nouveau-Brunswick, il faut respecter certains règlements. Disons que le lait de consommation de la Colombie-Britannique ne peut pas être vendu au Nouveau-Brunswick, mais, de toute façon, je ne pense pas qu'on voudrait transporter du lait par camion pendant trois jours jusqu'au Nouveau-Brunswick, parce qu'il n'aurait pas tout à fait le même goût. Cependant, les produits de l'industrie laitière peuvent généralement traverser les frontières provinciales. Ce n'est pas un problème, monsieur Gobeil.

[Français]

Daniel Gobeil: Merci.

J'ai une question pour Mme Beardsley.

Merci de votre présentation.

Vous savez que les producteurs veulent toujours travailler à éliminer le gaspillage alimentaire. Donc, je vous remercie de votre travail auprès des banques alimentaires et pour la récupération des aliments.

Au gouvernement fédéral, il y a de beaux programmes pour aider les investissements dans les infrastructures communautaires, comme les banques alimentaires, les cuisines solidaires et les organismes qui offrent des repas aux enfants dans les écoles ou aux personnes démunies.

Savez-vous si, parmi les organismes membres de votre organisation, certains ont pu bénéficier de ces programmes d'appui aux infrastructures communautaires?

[Traduction]

Le vice-président (John Barlow): Je vous prie de répondre brièvement.

Kirstin Beardsley: Je suis désolée, mais je n'ai pas entendu la question.

Le vice-président (John Barlow): Allez-y.

[Français]

Daniel Gobeil: En ce qui concerne les programmes nationaux d'infrastructures, on sait qu'il y a des fonds pour les organisations communautaires. Avez-vous eu connaissance du fait que des organismes membres de votre organisation, partout au Canada, utilisent ces programmes comme un levier pour combler des besoins en infrastructures afin de fournir de l'aide alimentaire aux enfants dans les écoles ou aux personnes les plus démunies?

[Traduction]

Kirstin Beardsley: Merci.

Il y a effectivement des investissements dans les infrastructures communautaires qui sont essentiels pour de nombreux organismes. Je pense que certains ont tendance à croire que les banques alimentaires sont de petits organismes communautaires, mais les carrefours dont nous parlons sont de grands entrepôts. Ils ont des flottes de camions. Ils mènent leurs activités à grande échelle. Ils ont des chambres frigorifiques. Ils distribuent des quantités importantes de nourriture dans les collectivités.

Ces organismes communautaires ont effectivement besoin d'investissements pour pouvoir desservir leurs collectivités, mais il faut aussi investir dans des infrastructures comme celles des carrefours, y compris des entrepôts dotés d'une chaîne frigorifique et des moyens de transport, pour pouvoir distribuer des aliments — qu'il s'agisse de dons ou d'achats — en grandes quantités dans l'ensemble du pays. Voilà où nous en sommes, mais il y a effectivement des investissements très importants dans les infrastructures communautaires.

Le vice-président (John Barlow): Merci beaucoup, madame Beardsley.

Merci beaucoup, monsieur Gobeil.

[Français]

Monsieur Perron, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

Yves Perron: Merci beaucoup, monsieur le président.

Madame Beardsley, nous allons poursuivre sur la même lancée, car j'ai aussi une question sur le même sujet.

Les gens des Banques alimentaires du Québec nous ont confié, à nous du Bloc québécois, qu'ils n'avaient pas été consultés au sujet du Fonds des infrastructures alimentaires locales. De plus, certaines organisations nous ont dit qu'il y avait des critères très restrictifs.

Là, vous semblez dire à M. Gobeil qu'il y a eu des investissements. C'est tant mieux s'il y en a eu. Cependant, si vous aviez des modifications à apporter pour faciliter l'accès des membres de votre organisation au Fonds des infrastructures alimentaires locales, qu'est-ce que vous proposeriez?

• (1620)

[Traduction]

Kirstin Beardsley: À mon avis, le principal changement serait que l'on se rende compte de l'ampleur des efforts qui sont actuellement déployés par le secteur des banques alimentaires, car ils ont une portée très différente des investissements communautaires très ciblés à l'échelle locale. Je suis tout à fait favorable aux cuisines et aux jardins communautaires, mais l'ampleur des besoins auxquels nous devons répondre dépasse... Je pense qu'il est difficile pour les gens de concevoir que 2,2 millions de personnes ont recours aux

banques alimentaires chaque mois. Cette demande nous oblige à étendre nos activités à un niveau qui nécessite un autre type d'investissement.

Comme vous le savez, les banques alimentaires du Québec fonctionnent assurément comme de grands centres d'entreposage. Elles peuvent ainsi travailler avec des agriculteurs et d'autres producteurs pour recevoir des dons en grandes quantités, en faire le tri et veiller à ce qu'ils soient distribués à des organismes communautaires de la manière la plus sûre et la plus rapide possible.

Les types d'investissements que nous voyons à l'heure actuelle visent en fait à soutenir des réseaux. Leur portée dépasse dans une certaine mesure celle des investissements communautaires très ciblés à l'échelle locale. Notre réseau doit pouvoir résoudre certains problèmes pour qu'aucun aliment ne soit refusé, qu'il n'y ait pas de gaspillage alimentaire et que les aliments soient distribués là où les besoins sont les plus importants partout au pays.

[Français]

Yves Perron: Madame Beardsley, si jamais vous aviez des recommandations précises à fournir au Comité par écrit pour améliorer le Fonds des infrastructures alimentaires locales, particulièrement pour les banques alimentaires, elles seraient bienvenues.

Vous avez parlé rapidement d'assurance-emploi et d'aide sociale insuffisante. J'imagine que vous seriez favorable à une réforme en profondeur de l'assurance-emploi, de sorte que les gens soient mieux couverts lors d'une perte d'emploi. Ça diminuerait la demande chez vous et ça donnerait plus de chances aux autres clientèles.

[Traduction]

Kirstin Beardsley: Tout à fait. Je vous remercie de l'avoir mentionné. Nous voulons effectivement que les gens ne soient pas financièrement dépourvus lorsqu'ils perdent leur emploi. Nous savons que la perte d'un emploi a une incidence importante sur le besoin de recourir aux banques alimentaires. Une personne qui est prise dans un cycle où elle n'a aucun autre moyen de subvenir à ses besoins aura de la difficulté à s'en sortir par elle-même. Nous voulons donc que les gens qui perdent leur emploi aient accès à des sources de revenus suffisantes pour ne pas avoir à dépendre des banques alimentaires et pouvoir réintégrer le marché du travail le plus rapidement possible.

Le vice-président (John Barlow): Merci beaucoup, madame Beardsley.

Nous avons deux autres séries de questions. J'accorderai seulement quatre minutes à chaque intervenant pour que nous respections le temps dont nous disposons. Nous avons M. Epp pour quatre minutes, puis M. Lewis pour quatre minutes.

Allez-y, monsieur Epp.

Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Merci, monsieur le président.

Je vais poursuivre avec Mme Beardsley.

Étant donné que 23 % de vos membres n'ont pas eu assez de nourriture pour répondre à la demande l'année dernière, pouvez-vous confirmer qu'une partie des aliments que vous avez reçus sous forme de dons provenaient d'agriculteurs, de détaillants et de fabricants de produits alimentaires?

Kirstin Beardsley: La réponse est oui dans tous les cas. Nous recevons des dons de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire partout au pays. Par exemple, à l'échelle nationale, nous travaillons avec Loblaw et Walmart. Tous leurs magasins sont jumelés à des banques alimentaires auxquelles ils font des dons. Nous recevons des dons de fabricants de produits alimentaires de partout au pays, et les producteurs sont assurément très généreux lorsqu'ils soutiennent les banques alimentaires de tout le pays. Cela dit, à l'heure actuelle, la demande est telle que ces dons ne suffisent pas à répondre aux...

Dave Epp: Ma question est la suivante. Seriez-vous d'accord pour dire que, lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre de grands projets d'infrastructure nationaux qui affaibliraient la souveraineté et la sécurité alimentaires du Canada, ce coût devrait également être pris en considération? Je pense notamment au projet Alto.

Kirstin Beardsley: Je peux seulement donner le point de vue de Banques alimentaires Canada. Nous pensons effectivement que le dossier de la sécurité ou de l'insécurité alimentaire devrait être une grande priorité nationale. Comme je l'ai dit d'emblée, près du quart des Canadiens vivent de l'insécurité alimentaire. Nous devons veiller à ce que la population soit prise en considération et à ce que l'insécurité alimentaire fasse partie des dossiers prioritaires du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux partout au pays.

Dave Epp: Merci.

En ce qui concerne le Nouveau-Brunswick, compte tenu des tensions commerciales qui touchent les États-Unis et nos partenaires, en particulier dans le secteur laitier, et de l'intention déclarée du gouvernement de se rapprocher de l'Union européenne, y a-t-il des inquiétudes quant aux concessions qui pourraient être faites dans le cadre d'autres accords avec l'Union européenne sur le plan de l'accès aux marchés?

Gilbert Matheson: Eh bien, compte tenu des concessions commerciales qui ont déjà été faites dans le cadre d'accords commerciaux par le passé, je pense que nous sommes toujours inquiets. Nous avons toujours des inquiétudes à ce sujet. À cet égard, nous demandons et recommandons simplement qu'aucune concession ne soit faite à l'Union européenne, ni à tout autre pays, d'ailleurs.

• (1625)

Dave Epp: Dans votre témoignage, vous avez mentionné que les provinces maritimes adoptent souvent une approche régionale. Je suis allé au centre de recherche de Nappan, en Nouvelle-Écosse. C'est tout près de la frontière du Nouveau-Brunswick. Je sais que les recherches menées là-bas portaient davantage sur le secteur du bœuf. Avez-vous ressenti les effets de sa fermeture? Prévoyez-vous des répercussions sur votre secteur au Nouveau-Brunswick?

Gilbert Matheson: Je ne pense pas pouvoir ajouter quelque chose à ce sujet. C'est principalement le secteur du bœuf qui était concerné, et mon exploitation est dans les secteurs du lait et de la volaille, alors je ne peux pas vraiment en parler.

Dave Epp: Je vais passer à l'investissement dont tous les témoins ont parlé de façon positive, à savoir les 3,2 milliards de dollars consacrés à la Stratégie nationale de sécurité alimentaire. Comparons cet investissement à celui de 3,9 milliards de dollars déjà prévu pour un projet d'infrastructure, le projet Alto. Quels seraient les avantages pour le Nouveau-Brunswick et pour votre secteur si le projet Alto allait de l'avant?

Wietze Dykstra: Vous devrez d'abord m'expliquer en quoi consiste le projet Alto, parce que je ne le sais pas vraiment.

Dave Epp: C'est un projet de train à grande vitesse.

Wietze Dykstra: Passera-t-il par le Nouveau-Brunswick?

Dave Epp: Non. Vous pourriez contribuer à son financement, mais il ne se rendra pas jusqu'au Nouveau-Brunswick.

Wietze Dykstra: Je ne suis pas en mesure de faire des commentaires sur le projet Alto, étant donné que je ne sais même pas en quoi il consiste. Je suppose que je vais m'abstenir de répondre à cette question.

Dave Epp: D'accord.

Dans ce cas, parlons de la préservation des terres agricoles, sur laquelle le projet Alto aura une incidence. Une grande manifestation organisée par les groupes de producteurs agricoles de l'Ontario et du Québec a eu lieu le 19 septembre. Auriez-vous des observations générales à faire sur la préservation des terres agricoles et la souveraineté alimentaire du Canada, ou sur notre capacité de produire nos propres aliments?

Wietze Dykstra: Tout ce que je peux dire, c'est que, pour ma ferme laitière, il me faut une certaine superficie pour nourrir mes vaches. Sans cela, je ne pourrais pas les nourrir. Je serais obligé de réduire mon troupeau.

C'est tout ce que je peux dire en réponse à votre question. Je ne peux pas m'avancer davantage à ce sujet.

Le vice-président (John Barlow): Merci beaucoup, monsieur Dykstra.

Nous passons maintenant à M. Louis, pour quatre minutes, s'il vous plaît.

Tim Louis (Kitchener—Conestoga, Lib.): Merci, monsieur le président. Je tiens à remercier tous les témoins. Je remercie également les Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick et Banques alimentaires Canada.

Je vais commencer par la représentante de Banques alimentaires Canada, Mme Beardsley.

Je vous remercie du travail que vous faites pour assurer la sécurité alimentaire du Canada. Dans ma région, à Waterloo, nous voyons tous les jours comment vous aidez notre collectivité. Il y a de grandes villes et de petites collectivités. Il y a des partenaires locaux, comme les Woolwich Community Services et le Wilmot & Wellesley Resource Centre, qui apportent tous leur contribution au modèle de carrefour dont vous parlez. Il faut inclure d'autres éléments — y compris les lieux de culte locaux, les clubs philanthropiques, les écoles, les jardins communautaires, comme vous l'avez mentionné, les bénévoles, les organisations agricoles et les agriculteurs eux-mêmes — pour créer ce réseau d'entraide communautaire. Nous en sommes très reconnaissants.

Il y a un aspect que nous n'avons pas encore mentionné, et j'aimerais connaître votre point de vue à ce sujet. Je parle de l'effet que les investissements dans le Programme national d'alimentation scolaire du Canada peuvent avoir sur la sécurité alimentaire des familles et des enfants. Par ailleurs, quels indicateurs le gouvernement devrait-il prendre en considération pour déterminer quels sont les exemples de réussite et les défis à relever dans le cadre du programme lorsqu'il s'agit de réduire l'insécurité alimentaire?

Kirstin Beardsley: Je suis évidemment très reconnaissante des investissements dans le programme d'alimentation scolaire. Personne ne veut voir des enfants aller à l'école le ventre vide. Nous en voyons les répercussions. Beaucoup de bénévoles des banques alimentaires ou d'enseignants apportent leur contribution parce qu'ils savent que des enfants vont en classe le ventre vide, ce qui nuit à leur capacité d'apprendre, de grandir et de s'épanouir. Il y a des experts de l'alimentation en milieu scolaire qui peuvent vous fournir des indicateurs.

En ce qui nous concerne, nous pouvons contribuer à la coordination des efforts à l'échelle communautaire. En tant qu'infrastructures d'alimentation communautaires, les banques alimentaires peuvent desservir et soutenir toute la collectivité. Elles peuvent avoir accès à des aliments provenant de producteurs locaux et veiller à ce qu'ils soient offerts non seulement aux banques alimentaires et à leur clientèle, mais aussi aux écoles et à d'autres organismes communautaires.

Nous avons vraiment besoin d'infrastructures de base qui permettent aux collectivités de répondre aux besoins. On ne peut pas s'attendre à ce que chaque petite collectivité ait la chaîne frigorifique, les capacités de réseautage ou même les infrastructures et les camions nécessaires pour obtenir des aliments et les distribuer. C'est là que les banques alimentaires peuvent intervenir en tant qu'infrastructures d'alimentation communautaires pour assurer la réussite de tous ces autres programmes.

Tim Louis: Merci beaucoup.

Mon temps est très limité et j'ai beaucoup d'autres questions à poser à tout le monde.

Je vais m'adresser aux représentants des Producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick.

Dans votre déclaration préliminaire, vous avez mentionné l'importance des infrastructures de transformation, de la modernisation, de la mise à niveau et de la construction. Vous avez parlé de la possibilité d'utiliser des modules pour la fabrication de certains produits afin de réduire les obstacles et de créer des débouchés.

Pouvez-vous nous donner un exemple de module qu'on pourrait utiliser pour la fabrication de certains produits et nous dire comment on pourrait soutenir cette approche?

• (1630)

Wietze Dykstra: Je peux parler de la transformation. La réponse n'est peut-être pas exactement celle que vous attendez.

Par exemple, une entreprise de ma collectivité voulait se lancer dans la transformation pour faire du fromage. Lorsqu'elle s'est penchée sur la multitude de règles et de règlements à respecter, elle n'arrivait pas à s'y retrouver. J'encourage vraiment le gouvernement à simplifier le processus ou à trouver un moyen d'aider les entrepreneurs en herbe à s'y retrouver dans ce dédale réglementaire afin qu'ils puissent se lancer dans la transformation. Il s'agirait dans bien des cas de produits de transformation spécialisés que les gens veulent fabriquer.

Tim Louis: Ce sont des produits spécialisés ou à valeur ajoutée...

Dans les 30 secondes qu'il me reste, monsieur Matheson, je vous invite à ajouter quelque chose si vous le pouvez.

Gilbert Matheson: Vous avez demandé un exemple de produit en particulier. Dans bien des cas, il peut s'agir de fromage et

d'autres produits spécialisés, mais je pense qu'il y a aussi certains débouchés pour le lait produit localement et pour une plus grande variété de produits, y compris des produits de diverses marques, ce qui pourrait favoriser la mise en marché à l'échelle locale.

Tim Louis: C'est très bien. Merci à vous deux.

Merci, monsieur le président.

Le vice-président (John Barlow): Merci beaucoup, monsieur Louis.

Je vais voler 30 secondes à M. Bragdon pour revenir sur une question posée par M. Perron.

Monsieur Dijkstra, j'ai eu la chance de visiter votre ferme, et je me rappelle que vous étiez là lorsque nous avons discuté de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique, ou ACEUM, il y a quelques années. M. Perron a demandé... Cet été-là, il y avait beaucoup de rumeurs concernant la possibilité de transférer environ 50 % des contingents tarifaires à des détaillants étatsuniens. Nous ne savions pas alors — vous le saviez peut-être — si c'était vrai ou non.

Nous nous rappelons également que, lors des précédentes négociations sur l'ACEUM, l'élimination des classes 6 et 7 pour les exportations de produits laitiers a causé la surprise.

Le gouvernement vous tient-il bien informé au sujet des aspects qui pourraient ou non faire partie des discussions ou des concessions dans le cadre des prochaines négociations sur le renouvellement de l'ACEUM?

Wietze Dykstra: J'aimerais seulement dire que, lors des dernières négociations sur l'ACEUM, la décision prise à la dernière minute a surpris presque tout le monde, à mon avis. Nous ne voulons pas qu'une telle situation se reproduise.

Le vice-président (John Barlow): Merci beaucoup.

Je tiens à remercier les témoins d'avoir été des nôtres aujourd'hui. Vos témoignages sont évidemment très utiles, et nous vous remercions du temps que vous nous avez accordé.

Nous allons suspendre la séance pendant environ cinq minutes afin d'accueillir le prochain groupe de témoins.

Chers collègues, prenez cinq ou sept minutes et nous reviendrons pour le deuxième groupe de témoins.

• (1630)

(Pause)

• (1640)

Le vice-président (John Barlow): Nous reprenons nos travaux.

Je vais répéter quelques consignes à l'intention du nouveau groupe de témoins. Je sais que les députés les connaissent bien, mais je vais les mentionner très brièvement.

Je prie les témoins d'attendre que je les nomme avant de prendre la parole. Pour le témoin en ligne, n'oubliez pas de mettre votre micro en sourdine lorsque vous n'avez pas la parole. L'interprétation est disponible en français ou en anglais.

Monsieur Lee, il y a une oreillette pour l'interprétation en anglais ou en français, si vous en avez besoin.

Les députés vous poseront des questions à la suite des cinq minutes dont vous disposez pour faire votre déclaration préliminaire.

Encore une fois, je prie M. Lee et les autres de garder leur oreillette le plus loin possible de leur microphone pour aider les interprètes.

Chers collègues, je vais présenter le groupe de témoins que nous accueillons pour la deuxième heure aujourd'hui.

Nous recevons Mme Amy Caughey, chercheuse associée et professeure adjointe à l'University of Alberta School of Public Health et au Nunavut Research Institute. Nous accueillons également M. Ian Lee, professeur agrégé à la Sprott School of Business de la Carleton University.

Bienvenue. Je vous remercie infiniment d'être des nôtres aujourd'hui.

Chers témoins, vous aurez chacun cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire. Je ne vais pas vous interrompre dès que votre temps de parole sera écoulé, mais essayez le plus possible de vous en tenir à cinq minutes. Par la suite, nous passerons aux questions des députés qui sont au Comité aujourd'hui.

Nous allons commencer par vous, monsieur Lee. Vous avez cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire. Allez-y, s'il vous plaît.

Ian Lee (professeur agrégé, Sprott School of Business, Carleton University, à titre personnel): Je vous remercie de m'avoir invité.

Je prends mon témoignage très au sérieux. Il est très important de comparaître devant les comités de la Chambre des communes et du Sénat.

Tout d'abord, j'ai quelques informations à divulguer. Premièrement, je n'appartiens à aucun parti politique, je ne fais de don à aucun et je n'autorise aucune affiche électorale sur ma pelouse. Deuxièmement, je ne suis consultant pour aucune entreprise, et je n'investis dans aucune d'entre elles. Troisièmement, et c'est pertinent pour le Comité, j'ai grandi sur une ferme, une véritable ferme, dans le canton de Beckwith, située dans le comté de Lanark, dans l'Est de l'Ontario, pendant les années 1960. Quatrièmement, pendant neuf ans, dans les années 1970 et au début des années 1980, j'ai prêté des millions de dollars aux PME chez BMO en m'appuyant sur une analyse de leurs chaînes de valeur.

Puis, depuis 35 ans, je mène des recherches et je donne un cours de stratégie qui évalue la compétitivité des entreprises, des secteurs d'activité et des politiques gouvernementales. Pendant cette période, juste après la chute du mur de Berlin, j'ai animé plus de 90 sessions — d'une durée de deux semaines chacune — dans un Programme de MBA pour gens d'affaires en Pologne, en Russie, en Roumanie, en Ukraine, en République tchèque et en Lettonie, puis plus tard en Iran, à Cuba et en Chine. J'enseigne en Chine chaque année depuis 1997 et je le fais encore.

Enfin, je viens de publier un livre. Je ne reçois pas de redevances, je vous l'assure. Il a été publié en collaboration avec Larry O'Brien, l'ancien maire d'Ottawa et le fondateur de Calian Technologies. L'ouvrage analyse les problèmes structurels de protectionnisme du Canada qui ont sapé la compétitivité du pays. Il s'intitule *Trapped in the Shadow of Trump's America and How We Escape*.

Ma déclaration préliminaire s'appuiera sur les conclusions de notre livre, qui s'inspire de l'expérience de Larry O'Brien dans la création d'une entreprise à partir de rien, qui génère maintenant 775 millions de dollars par année à la Bourse de Toronto. J'y ajoute

mon expérience dans l'octroi de prêts de plusieurs millions de dollars à des petites et moyennes entreprises et dans l'étude des plus grands esprits en matière de compétitivité et de croissance économique au cours des 250 dernières années, d'Adam Smith à Keynes, en passant par Friedman, Michael Porter et Schumpeter.

Vous méritez des éloges pour avoir mené des enquêtes sur les réponses stratégiques aux menaces qui pèsent sur notre économie en raison de la détérioration de nos relations avec les États-Unis. Cependant, je m'inquiète qu'au lieu de voir là une occasion d'éliminer ou de réduire les barrières mises en place au cours des 60 dernières années, on ne fasse qu'ajouter aux terribles erreurs de notre passé plutôt que de les corriger.

Il vaut la peine de citer Samuel Johnson, ce critique influent du XVIII^e siècle, qui dénonçait le faux patriotisme, dont la célèbre phrase dit : « Le patriotisme est le dernier refuge d'une fripouille. » Au nom du chauvinisme, certaines propositions sont actuellement avancées au Canada, alors qu'elles entraîneront davantage de protectionnisme pour certains produits, entreprises ou secteurs d'activité.

Maintenant, avant de passer en revue certains de nos pires échecs politiques des 60 dernières années décrits dans notre livre, qui ont affaibli le Canada au cours de cette période et nous ont rendus si vulnérables face à un personnage comme Donald Trump, je dois commencer par deux axiomes économiques fondamentaux.

Premièrement, les entreprises privées à but lucratif existent pour maximiser la création de valeur pour leurs clients. Schumpeter nous l'a appris. Michael Porter nous l'a appris. J'y crois depuis que j'ai travaillé dans le secteur bancaire.

Deuxièmement, le commerce est une question microéconomique, pas macro. Les entreprises font du commerce avec d'autres entreprises, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leur pays. Les décisions commerciales ne sont prises par aucun gouvernement.

Ces deux axiomes offrent des perspectives existentielles profondes.

Premièrement, les gouvernements ne font pas des affaires avec qui que ce soit. Il n'y a pas de magicien d'Oz dans le sous-sol du Bureau du Conseil privé ou d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada qui ordonne à l'entreprise A à Toronto de faire affaire avec l'entreprise B à Ottawa plutôt qu'avec l'entreprise Z à Chicago.

Deuxièmement, la source de l'avantage concurrentiel durable de toute entreprise est déterminée par les stratégies d'affaires des dirigeants au sein de sa chaîne de valeur interne. Autrement dit, l'avantage concurrentiel durable n'est pas créé par le gouvernement.

En revanche, les gouvernements, les élus, les fonctionnaires, et oui, les universitaires et les organisations à but non lucratif ne possèdent pas cette connaissance tacite, approfondie, détaillée et quotidienne de la chaîne de valeur de l'entreprise, ni de la tarification, de la découverte, de l'offre, de la demande et de ses atouts. Cela ne veut pas dire que les gouvernements ne peuvent rien faire. Il y a toutes sortes de mesures qu'ils peuvent prendre. Les décideurs politiques doivent faire une distinction cruciale entre une intervention gouvernementale coercitive et directe sur les marchés et une intervention indirecte au moyen d'incitations, comme la déduction pour amortissement accélérée, les baisses d'impôt sur les sociétés et la suppression des formalités administratives superflues. Les interventions gouvernementales directes ne sont généralement pas volontaires et impliquent des restrictions obligatoires qui réduisent l'efficacité des entreprises et des chaînes d'approvisionnement, et elles font baisser notre productivité, comme on l'a vu maintes et maintes fois au cours des 30 à 40 dernières années.

Carolyn Rogers — je la salue à la Banque du Canada — a prononcé d'excellents discours qui le démontrent. Elle est totalement impartiale.

Il existe de nombreux outils réglementaires pour favoriser des chaînes d'approvisionnement efficaces et des entreprises plus compétitives. Il y a des barrières réglementaires internes qui freinent l'innovation et la compétitivité. On se classe parmi les derniers de l'OCDE sur les barrières administratives.

Deuxièmement, les barrières interprovinciales liées à des réglementations redondantes nous coûtent 200 milliards de dollars, soit 9 % du PIB, selon le Fonds monétaire international, ou FMI. Si vous regardez du côté de la Banque du Canada, son économiste en chef estime que ce chiffre se rapprocherait en réalité de 20 %.

Troisièmement, les goulots d'étranglement aigus dans les infrastructures perturbent la circulation des marchandises au Canada et vers les marchés d'exportation.

● (1645)

Le port de Vancouver est une honte nationale pour notre pays. Il se classe au 398^e rang sur 402 ports qui figurent sur la liste de la Banque mondiale.

La quatrième est le manque d'accès fiable aux services à large bande, qui est une technologie habilitante. Je l'ai décrit comme le nouveau bureau de poste, mais qui fonctionne beaucoup plus rapidement, à 300 000 kilomètres par seconde. C'est la vitesse de la lumière, qui est la vitesse de l'électricité. Ce manque limite la capacité de nos entreprises à exploiter les nouvelles technologies.

Il ne me reste qu'une page.

L'avant-dernier point à soulever et consigner au compte rendu...

Le vice-président (John Barlow): Monsieur Lee, votre temps est écoulé. Pouvez-vous essayer de conclure? Je pensais que vous diriez qu'il ne vous restait qu'un seul commentaire, et non une seule page.

Ian Lee: J'aimerais simplement aborder les deux autres enjeux dont j'espère que nous pourrions parler.

Depuis 65 ans, nous affichons l'un des pires bilans de l'OCDE en matière de grèves dans le secteur des transports. Elles ont nécessité 36 projets de loi de retour au travail au cours des législatures successives, de 1965 à aujourd'hui, ainsi que 7 recours à l'article 107 par un ministre.

Enfin, il y a les pénuries de main-d'œuvre et l'incapacité de notre politique d'immigration à élaborer des stratégies plus nuancées et ciblées pour remédier aux véritables pénuries sur le marché du travail.

Je vais m'arrêter ici. J'en ai un peu plus, mais...

Le vice-président (John Barlow): Vous aurez beaucoup de temps pour répondre aux questions des témoins, monsieur Lee. Merci beaucoup. Vos commentaires étaient très intéressants.

Nous passons maintenant la parole à Mme Caughey pour cinq minutes, s'il vous plaît.

Amy Caughey (chercheuse associée et professeure adjointe, University of Alberta School of Public Health, Nunavut Research Institute, à titre personnel): Bonjour à tous. *Qujannamiik*. Je vous remercie de m'avoir invitée à m'adresser à votre comité aujourd'hui.

Je m'appelle Amy Caughey. Je m'adresse à vous depuis l'Institut de recherche du Nunavut, à Iqaluit, au Nunavut, où je suis chercheuse associée.

Au cours des 25 dernières années, j'ai eu le privilège de vivre et de travailler au Nunavut, la patrie des Inuits du Nunavut. Je suis professeure adjointe et chercheuse associée à la Faculté de santé publique de l'Université de l'Alberta, et titulaire d'un doctorat en santé publique. De concert avec des partenaires du Nunavut, nous dirigeons une équipe de recherche qui se concentre sur la souveraineté alimentaire, la santé environnementale et l'amélioration des déterminants sociaux de la santé chez les Inuits.

Aujourd'hui, je souhaite vous faire part de trois points de réflexion. Le premier est l'importance des aliments traditionnels. Le deuxième, c'est l'urgence de la sécurité alimentaire dans le Nord. Enfin, il y a le potentiel du secteur agroalimentaire pour favoriser des communautés résilientes dans l'Arctique.

Au Nunavut, les aliments locaux comprennent des aliments traditionnels. Ces derniers désignent la faune et les plantes capturées et récoltées sur terre, en mer et dans les airs. Il s'agit d'aliments comme le poisson, le caribou, le phoque, le morse et les oiseaux, que les Inuits consomment depuis des temps immémoriaux. Les recherches ont démontré que les jours où les gens mangent ces aliments traditionnels, ils sont mieux nourris que ceux où ils n'en consomment pas. Des études ont également montré que la présence d'un chasseur dans un ménage favorise en fait la sécurité alimentaire.

Les aliments traditionnels sont également liés à la souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire, c'est le droit des gens et des communautés de définir leur propre système alimentaire et agricole, pour qu'il soit durable, sain et adapté à leur culture. Les Inuits ont établi des liens profonds entre les aliments traditionnels ainsi que leur santé physique et mentale, leur identité et leur bien-être.

L'accès à la nourriture est une préoccupation majeure au Nunavut. Le Nunavut continue d'afficher le taux d'insécurité alimentaire le plus élevé au Canada. L'an dernier, 56 % des habitants du Nunavut vivaient dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire. Chez les enfants, cette proportion atteignait 67 %. Les répercussions négatives de l'insécurité alimentaire sur la santé, le bien-être et notre économie sont bien documentées.

Comme toutes les collectivités rurales et nordiques le savent, les défis locaux nécessitent des solutions locales. Les Inuits ont cerné ce qu'il faut pour améliorer la sécurité alimentaire sur leurs terres ancestrales, en réclamant une plus grande autodétermination sur les systèmes alimentaires. Ils ont reconnu la nécessité de réduire la pauvreté et de s'attaquer au coût élevé de la vie dans le Nord. Plus important encore, ils ont exprimé le besoin de préserver les systèmes de cueillette et de partage de la nourriture en investissant dans des programmes visant à soutenir les compétences en chasse et en cueillette, ainsi que le partage des connaissances liées au territoire.

Les Inuits ont demandé que la participation à l'économie de la cueillette soit un moyen de subsistance viable et ont indiqué comment y parvenir: en investissant dans la cueillette, en appuyant les programmes scolaires et destinés aux jeunes afin d'y inclure la cueillette et d'enseigner les compétences liées à l'alimentation traditionnelle, et en améliorant les infrastructures de cueillette dans les communautés.

Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, l'agriculture concerne les gens. Les besoins alimentaires de notre pays sont diversifiés. Dans le Nord, les connaissances approfondies des Inuits sur la faune et l'environnement sont essentielles aux systèmes alimentaires locaux et durables. La recherche et les investissements qui favorisent la salubrité des aliments traditionnels et la santé de la faune dans un Arctique en évolution sont également des infrastructures essentielles. Renforcer la sécurité alimentaire telle que la conçoivent les Inuits, c'est renforcer l'Arctique et le Canada.

Merci.

• (1650)

Le vice-président (John Barlow): Merci beaucoup, madame Caughey. Je vous remercie de vos commentaires.

Nous allons maintenant passer aux questions à notre groupe de témoins.

Nous allons commencer par M. Epp, du Parti conservateur, pour six minutes, s'il vous plaît.

Dave Epp: Merci, monsieur le président.

Merci aux deux témoins.

Je vais commencer par poser une question à Mme Caughey.

En ce qui concerne les problèmes locaux qui nécessitent des solutions locales, y compris pour la chasse et la pêche, pouvez-vous nous expliquer ce que vous entendez par là?

Amy Caughey: Les Inuits décrivent la chasse et la pêche comme la capacité d'accéder à la faune pour se nourrir. Les phoques et les morses sont pêchés localement. L'économie de la chasse, la pratique de la chasse, est très active au Nunavut. Toutes les collectivités ont des pêcheurs.

Les Inuits estiment que la pêche comprend le système de connaissances qui englobe la façon d'être sur le territoire, de survivre sur le territoire, d'accéder à l'environnement, de le lire, de comprendre les animaux et de les chasser, puis de les préparer, de les dépecer et de les préserver.

Dave Epp: J'ai eu l'occasion de visiter les Territoires du Nord-Ouest cet été. J'ai hâte de me rendre au Nunavut à un moment donné.

Monsieur Lee, le 19 septembre, vous avez pris la parole à un rassemblement au Québec. J'ai beaucoup apprécié votre témoignage. C'est une question de sécurité alimentaire. Il y a des projets d'intérêt national qui pourraient très bien justifier que nous renoncions à l'accès aux terres agricoles et que nous interrompions les systèmes alimentaires agricoles parce que c'est dans l'intérêt national, parce que l'analyse de rentabilisation est très solide.

Pouvez-vous nous en dire plus sur la présentation que vous avez faite au Québec le 19 septembre, à savoir si l'analyse de rentabilisation d'Alto est suffisamment solide pour justifier la perte de terres agricoles, la perte de sécurité alimentaire que ce projet entraînera?

Ian Lee: Pour ceux qui pensent que je suis une sorte de fanatique anti-train ou quelque chose du genre, je vais en avion à Shanghai depuis 1997, et je prends le train à grande vitesse depuis l'aéroport de Pudong, à une heure et demie au sud, jusqu'à Shanghai chaque fois que j'y vais. Je suis revenu en avril. C'est un train incroyable. J'ai pris le train à grande vitesse de Tokyo à Osaka, et j'ai pris le TGV en France jusqu'au tunnel sous la Manche, et ce sont des technologies fantastiques.

J'ai examiné cette proposition particulière de fond en comble, et je l'ai comparée au réseau ferroviaire chinois, ainsi qu'aux réseaux ferroviaires français, espagnols et japonais, et je ne crois pas que ce soit logique sur le plan économique, car nous avons exactement le contraire de ce dont le train à grande vitesse a besoin. Le train à grande vitesse a besoin d'une très grande densité de population. C'est pourquoi la Chine construit plus de trains à grande vitesse que tout le monde.

Nous avons de très petites densités. Nous avons la plus petite densité de population au monde. J'ai fait valoir que ce serait beaucoup plus coûteux si on le compare à d'autres projets, en particulier la proposition de train allant de Los Angeles à San Francisco, qui est la plus conservatrice. L'estimation minimale s'élève maintenant à 135 milliards de dollars, soit 200 milliards de dollars canadiens. L'estimation la plus élevée est plutôt de l'ordre de 300 milliards de dollars américains. Nous sous-estimons radicalement le coût en capital.

L'argument massue, je pense, c'est qu'on estime que 71 % de tous les déplacements entre les villes, entre Québec et Toronto, se feront par train. J'ai examiné ces données, qui sont accessibles. Je vous assure à tous que vous pouvez y jeter un coup d'œil. Eurostat a d'excellentes données. Ils fonctionnent à 7 %, pas 77 % ou 27 %, mais à 7 %.

J'ai examiné le cas de la Chine en me disant que c'est un pays à faible revenu et qu'elle a certainement un taux de pénétration très élevé. Ils sont à 3 %.

Le seul pays au monde qui dépasse les 10 % — et je parle du pourcentage de personnes qui voyagent en train —, c'est le Japon. Les Japonais sont rendus à 25 %. Ils ne s'approchent même pas des 71 %. Ils construisent des trains à grande vitesse depuis les Jeux olympiques de 1964. Ils savent comment construire des trains à grande vitesse.

Le fait est que nous surestimons radicalement le taux de participation et sous-estimons radicalement les coûts de construction. Je soutiens que ce sera un éléphant blanc plus grand que Mirabel.

Si je peux ajouter un point au compte rendu, et c'est quelque chose dont personne ne parle et dont nous devrions parler — et je me rends compte que nous n'en sommes pas encore là —, ce sont les véhicules autonomes. Il y a une personne que je n'aime peut-être pas en tant qu'être humain, mais que je respecte: Elon Musk. Il est le seul milliardaire sur la planète Terre. Il a déclaré publiquement que les véhicules autonomes allaient éliminer les voitures conventionnelles d'ici 10 ans en raison de leur incroyable avantage concurrentiel. Soit dit en passant, il soutient que cela va essentiellement éradiquer le transport ferroviaire de passagers partout. Vous pouvez vérifier, mais j'espère en fait que vous ferez témoigner Elon Musk. C'est ce que j'aimerais voir.

• (1655)

Dave Epp: Je vais vous demander de confirmer quelques faits supplémentaires aux fins du compte rendu, car vous avez commenté à présenter certains de vos arguments sur la densité.

Le Japon, qui a des trains à grande vitesse depuis 60 ans, a une densité de 338 ou 336 personnes au kilomètre carré. La Chine en est à 150, mais 94 % de sa population vit sur 43 % du territoire, donc en réalité, sa densité est plus proche de 300 habitants là où les trains à grande vitesse sont en service.

Ce n'est pas un chiffre juste. La densité du Canada est de quatre ou quatre et demi. C'est pour tout le pays. Il y a 17 millions de personnes qui vivent dans le corridor où Alto a été proposée. Pourriez-vous nous donner une estimation de notre densité pour la comparer à celle de plus de 300 personnes dans les autres régions?

Ian Lee: J'y travaille en ce moment, alors je n'ai pas de chiffre à vous donner, mais il sera radicalement inférieur parce que... On parle de Québec. Soit dit en passant, j'ai également fait des recherches à ce sujet. Il y a 500 000 personnes à Québec, et 50 % de la population adulte travaille pour la fonction publique québécoise. Je ne crois tout simplement pas que l'ensemble de la fonction publique du Québec prendra le train tous les jours pour se rendre à Toronto. Cela dépasse l'entendement.

Ce sera vraiment Montréal-Toronto qui permettra d'économiser, selon les estimations, peut-être 30 minutes, si l'on peut obtenir les vitesses prévues. C'est beaucoup de capital, compte tenu des nombreux autres besoins pressants de notre société, qu'il s'agisse des soins de santé ou d'autre chose.

Le vice-président (John Barlow): Je suis désolé, monsieur Epp. Votre temps est écoulé.

Je vous donnerai peut-être l'occasion d'y revenir lors de la prochaine série de questions.

Nous passons maintenant à Mme Dandurand, pour six minutes.

[Français]

Marianne Dandurand: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les témoins de leur présence.

[Traduction]

Je vais parler en anglais pour faciliter les choses. Je vais adresser mes questions à Mme Caughey, que j'ai rencontrée plus tôt cet été. C'était vraiment formidable d'être à Iqaluit et d'en apprendre beaucoup plus sur les systèmes alimentaires dans le Nord du Canada.

J'aimerais en savoir un peu plus sur les aliments traditionnels, non seulement en quoi ils consistent, mais aussi en quoi ils sont im-

portants pour la nutrition dans le Nord et au sein de la société dans le Nord.

• (1700)

Amy Caughey: Je dois dire que ce que j'ai appris, je l'ai appris des Inuits qui vivent ici et qui travaillent dans ce système. C'est ma position à ce sujet, en tant que chercheuse non autochtone.

Ce que je peux vous dire et ce que j'ai appris, c'est que les aliments traditionnels ne se limitent pas aux aliments. Mon équipe d'Inuits ici présente et les chercheurs venant d'établissements à l'extérieur du Nunavut avec lesquels je travaille se sont penchés sur la question. Nous avons discuté avec des gens et nous avons mené une étude sur les vastes répercussions sanitaires et sociales de la nourriture traditionnelle que les gens veulent manger. Nous avons entendu dire que les gens se sentaient liés à leur culture et à leur foyer. Les aliments traditionnels sont associés à des choses qui, selon nous, améliorent la santé mentale et la santé physique. C'est ce que j'ai appris en étant ici.

Ce que j'ai appris en examinant la teneur en éléments nutritifs est également très frappant. Le phoque est une source de protéines, ce qui semble être un sujet important pour votre comité. Nous savons que les protéines, les micronutriments et toute une série d'éléments importants constituent des défis au Nunavut. Par exemple, nous avons des problèmes liés à la vitamine D, que nous recevons du soleil. Le régime alimentaire des Inuits est très riche en vitamine D. Le gras du phoque et le foie du phoque sont des sources de vitamine D, qui est insuffisante ici. Ce dont nous avons besoin et ce que les Inuits demandent, ce sont des systèmes et des investissements pour soutenir l'économie locale, afin que les gens mangent les aliments qu'ils veulent manger et pour lesquels ils disent que leur corps a été conçu.

En partant du principe que ce que nous mangeons est propre à notre lieu d'origine, à ce à quoi nous sommes habitués et aux aliments cultivés localement, pour le Nunavut, cela signifie des aliments traditionnels. Je pense que nous pouvons tous imaginer cela dans notre vie — et en particulier au sein de cet excellent comité qui se penche sur les questions relatives à ce qui est important à l'échelle locale —, lorsque nous examinons ce qu'est un aliment local, il s'agit vraiment d'aliments traditionnels.

Marianne Dandurand: Si l'on pense aux programmes fédéraux... Nous nous intéressons aux serres et à ce genre de mesures pour aider à produire plus d'aliments plus longtemps dans l'année. Comment ces mesures peuvent-elles être appliquées dans le Nord? Nous en avons parlé, mais quels sont les défis liés aux serres, par exemple, et pourquoi les aliments traditionnels seraient-ils une meilleure solution?

Amy Caughey: Je peux vous dire qu'un phoque peut nourrir de 15 à 20 personnes, et que c'est la nourriture que les gens veulent manger. Elle est élevée en micronutriments, comme je l'ai dit plus tôt. En ce qui concerne la quantité et la qualité des aliments, nous n'avons pas été en mesure de démontrer le lien avec les serres au Nunavut. C'est un défi constant.

Il faut aussi tenir compte de ce que les gens demandent à manger et de ce qu'ils veulent manger. C'est la souveraineté alimentaire dont j'ai parlé tout à l'heure.

Nous demandons des investissements dans une économie fondée sur la récolte, des programmes qui aident les chasseurs à se rendre sur le terrain et à y emmener les jeunes afin qu'ils puissent acquérir des compétences en matière de surveillance environnementale et d'exploitation des ressources fauniques, et qu'ils puissent observer et trouver des animaux, qui sont la source de nourriture.

Il est aussi important que les gens sachent quoi faire des aliments une fois qu'ils arrivent dans la communauté: comment les conserver, comment les préparer et comment gérer les aliments traditionnels, en particulier dans un environnement en évolution. La fermentation des aliments est un exemple à cet égard. Nous travaillons sur la façon de transmettre les connaissances sur la fermentation et la préservation des aliments.

Ce que demandent les Inuits, c'est de soutenir les programmes axés sur la terre. Le besoin est très grand. J'ai travaillé pendant de nombreuses années à des programmes d'alimentation scolaire, et toutes les écoles du Nunavut demandaient plus de financement pour des programmes axés sur la terre, pour embaucher des aînés et des chasseurs afin d'emmener les jeunes sur le terrain pour qu'ils puissent acquérir ces compétences. Nous voulons que les enfants acquièrent le goût des aliments traditionnels et qu'ils le maintiennent tout au long de leur vie.

Encore une fois, cela vaut pour toutes les cultures et tous les systèmes alimentaires. Lorsque l'on pense à la sécurité de l'Arctique, par exemple, on doit songer sérieusement à la façon dont on peut soutenir la sécurité alimentaire au Nunavut et dans l'Arctique. Nous devons lutter contre la pauvreté si nous voulons un Arctique sûr et fort.

• (1705)

Marianne Dandurand: Il ne vous reste que 10 secondes, alors je vais vous remercier pour votre engagement dans ce dossier. C'est vraiment intéressant de vous écouter, et j'espère que nos recommandations vont aider ces populations.

Amy Caughey: Avec plaisir. Merci beaucoup.

John Barlow: Merci beaucoup.

[Français]

Monsieur Perron, vous avez la parole pour six minutes.

Yves Perron: Merci beaucoup, monsieur le président.

Comme nous disposons d'un service d'interprétation de très grande qualité et que nous voulons le garder, je vais poser l'entièreté de mes questions en français, tout en remerciant les gens qui font ce travail important.

Madame Caughey, j'aimerais entendre votre avis sur le programme Nutrition Nord Canada, qui est basé à Winnipeg et qui est censé aider les communautés inuites du Québec, entre autres en matière d'abordabilité, parce que les aliments dans le Nord coûtent beaucoup plus cher que dans le Sud. Je parle, bien sûr, des aliments généraux; je ne parle pas de l'alimentation traditionnelle dont vous parliez il y a quelques minutes.

J'aimerais que vous me disiez quels sont les résultats de ce programme. Est-ce que ça permet vraiment d'avoir une alimentation de qualité? Est-ce que ça change la donne en ce qui a trait aux prix que les consommateurs doivent payer dans le Nord?

[Traduction]

Amy Caughey: Je travaille avec des collègues qui étudient le programme Nutrition Nord et le système de chaîne d'approvisionnement des épiceries. De toute évidence, ce programme doit être revu. C'est ce qu'ont déterminé les Inuits. Encore une fois, lorsque nous nous penchons sur la souveraineté alimentaire, nous tenons compte des préoccupations locales. Il faudrait donc en premier lieu examiner le programme.

Le coût de la vie est extrêmement élevé au Nunavut, et nous savons qu'il est inabordable pour les familles. Nous savons également qu'il y a des problèmes liés aux déterminants sociaux de la santé qui influent sur la capacité des gens à acheter de la nourriture au magasin, notamment la surpopulation et une crise du logement très particulière au Nunavut.

En ce qui concerne le programme Nutrition Nord, je pense que les experts qui l'ont examiné ont dit très clairement qu'il devait être revu. Cela devrait également être une priorité lorsque nous parlons de sécurité alimentaire dans le Nord.

[Français]

Yves Perron: Je m'attendais à cette réponse. J'aimerais quelque chose de plus précis, si vous avez des idées, madame Caughey. Vous pouvez aussi soumettre des réponses par écrit ultérieurement, si vous avez une formulation plus longue qui n'entrerait pas dans les six minutes à ma disposition.

Selon les études consultées, en moyenne, 67 ¢ sur chaque dollar sont restitués aux gens. C'est très peu, à mon sens. Ça montre peut-être l'inefficacité du programme.

Des gens, entre autres des Inuits, disaient qu'il fallait cesser d'envoyer cet argent aux détaillants privés et soutenir davantage les coopératives d'alimentation. Qu'est-ce que vous pensez de ça? Est-ce une bonne voie à suivre? Si vous avez des pistes de solution pour apporter des modifications au programme Nutrition Nord Canada, j'aimerais les entendre rapidement.

[Traduction]

Amy Caughey: Je crois que l'un des aspects positifs du programme Nutrition Nord est qu'il reconnaît la nécessité de soutenir les systèmes alimentaires locaux tels que je viens de les décrire, c'est-à-dire les systèmes alimentaires nationaux et les programmes de récolte. L'un des points particulièrement positifs est que Nutrition Nord a reconnu la nécessité d'y consacrer des fonds. Je pense qu'il faut examiner cette question de plus près et que nous devons recueillir les commentaires des gens sur ce qui a permis d'obtenir ces résultats. C'est ce que je tenais à dire, et je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer.

Je pense que le fait de présenter les commentaires écrits des personnes avec lesquelles je travaille au Nunavut — celles qui se rendent tous les jours à l'épicerie et qui recherchent et demandent davantage d'aliments traditionnels pour compléter et constituer la base de leur alimentation — constituerait également une excellente contribution à la réflexion sur la façon dont cela se déroule, c'est-à-dire en écoutant les gens qui font leurs courses.

Encore une fois, le coût des aliments vendus en épicerie est insupportable pour beaucoup de familles nombreuses, et même pour les petites familles. Les coûts auxquels nous sommes confrontés dans le Nord augmentent, et les mesures de soutien aux familles ne suffisent pas à y faire face. Je pense que c'est là le plus grand défi global auquel nous sommes confrontés. Au Nunavut, 43 % de la population vit dans la pauvreté. Nous avons le taux de pauvreté le plus élevé au Canada. Ce sont là des considérations de premier ordre lorsqu'il s'agit d'examiner comment les subventions sont réparties.

Les modalités du programme Nutrition Nord doivent faire l'objet d'un examen. Ce programme doit être réévalué par des économistes, ainsi que par des professionnels et des chercheurs spécialisés dans ce domaine, afin de déterminer réellement ce qui fonctionne pour les Inuits. Je pense que nous devons également considérer Nutrition Nord comme une initiative de sécurité alimentaire. C'est vraiment essentiel, car ce n'est pas toujours perçu ainsi.

• (1710)

[Français]

Yves Perron: Merci beaucoup.

Il y a donc des perspectives d'études, par exemple celle sur la chasse au loup-marin, que mon collègue des Maritimes s'apprête à faire. Mon collègue d'Abitibi—Témiscamingue s'apprête également à lancer une étude sur les moyens de soutenir davantage les nations autochtones de sa région.

Il y a peut-être lieu aussi de financer des initiatives de production alimentaire locale. Je sais que les défis sont plus grands dans le Nord, particulièrement en raison du climat. Cependant, est-ce que vous pensez qu'il y a là une possibilité et qu'on pourrait faire un peu de développement en vue de produire davantage de nourriture plus près de son lieu de consommation? Est-ce que vous pensez que c'est une piste qu'on pourrait explorer?

[Traduction]

Amy Caughey: Pendant que nous examinons ces questions, nous devons déterminer ce qui fonctionne réellement. Nous n'avons pas constaté que la production alimentaire locale donnait de bons résultats. Ce que nous savons, c'est que lorsque les gens consomment des aliments traditionnels, des aliments locaux qui sont à leur disposition et qu'ils ont envie de manger, ils sont mieux nourris que les jours où ils n'en consomment pas. Il est certain que si nous parvenons à démontrer que la production locale est abordable et correspond aux attentes des communautés, cela constituera une forme de souveraineté sur leur système alimentaire. Actuellement, lorsque je travaille avec les collectivités et que j'aborde la question de l'alimentation, ce que les gens demandent, c'est un soutien à l'alimentation locale, c'est-à-dire l'alimentation traditionnelle.

John Barlow: Merci beaucoup, madame Caughey. Je vous suis reconnaissant de votre intervention.

[Français]

Merci beaucoup, monsieur Perron.

[Traduction]

Il nous reste du temps pour les deux dernières séries de cinq minutes chacune: M. Bonk, puis M. Connors.

Nous commencerons par M. Bonk pour cinq minutes, s'il vous plaît.

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Merci.

Monsieur Lee, pourriez-vous, s'il vous plaît, faire parvenir vos remarques liminaires au greffier? Vous n'avez pas tout à fait eu le temps de terminer.

Ian Lee: Oui, je vais m'en assurer.

Steven Bonk: Excellent.

Nous parlons de souveraineté alimentaire et de sécurité alimentaire. À l'heure actuelle, au Canada, nous avons le plus faible cheptel de bovins de boucherie depuis les années 1950. L'industrie bovine sert depuis longtemps de jouet politique au Canada. Il n'y a pas beaucoup de signes encourageants pour inciter les jeunes producteurs à se lancer dans cette industrie en ce moment, car il y a peu de prévisibilité. Ils ont simplement l'impression que ce n'est pas une industrie dans laquelle ils peuvent s'engager en toute sécurité.

Notre gouvernement tente actuellement de conclure une entente avec les pays du Mercosur, où la production de bœuf coûte environ 80 % moins cher que chez nous. La qualité n'est toutefois pas la même. La majorité de leur bétail est de l'espèce *Bos indicus*, et ces pays appliquent des normes moins rigoureuses en matière de transformation, de normes environnementales et de normes du travail.

Je sais que nous croyons tous au libre-échange, mais en même temps, quand on parle de souveraineté alimentaire... Notre avantage au Canada, c'est la qualité. Nous sommes reconnus partout dans le monde pour cela. Pourriez-vous peut-être nous dire quelques mots à ce sujet?

Ian Lee: Je vous remercie de cette question. Croyez-moi, je vais vous donner une réponse dénuée de toute connotation idéologique.

Il y a des compromis à faire, car je crois au libre marché. Je pense que c'est très évident. Je me suis rendu dans trop de pays dans lesquels le libre marché n'existe pas, et la situation y est catastrophique. Par exemple, Cuba est dans un état lamentable. J'y ai enseigné à neuf reprises, et je ne parle pas des complexes hôteliers et des belles plages fréquentées par les touristes, mais bien de lieux comme le centre-ville de La Havane. L'Iran est également dans un état déplorable. J'y ai enseigné dix fois, à raison de trois semaines à chaque fois. Ces expériences m'ont amené à croire au libre marché, à condition de le soumettre à une certaine réglementation. Le Canada dispose d'ailleurs d'un très bon système de réglementation dans de nombreux secteurs économiques. À ce sujet, je dois souligner que l'ACIA effectue un excellent travail.

Ma réponse est la suivante: nous devons recourir à la réglementation de manière intelligente et affirmer: « Écoutez. Ici, au Canada, nous avons mis en place plusieurs normes en matière de viande bovine. » Nous pouvons alors utiliser le pouvoir réglementaire de l'État pour fixer des normes minimales et déclarer que cela ne sera pas autorisé.

J'ai déjà avancé cet argument auprès de certaines personnes au sujet de la gestion de l'offre. Je ne vais pas m'engager dans ce débat. J'ai dit que si l'on croit vraiment que les Américains utilisent certains produits chimiques dans le lait, eh bien, on peut adopter des réglementations pour interdire certaines substances. Nous n'avons pas besoin d'en interdire l'importation. Il s'agit de la manière courante de procéder en matière de denrées alimentaires. Par ailleurs, l'ACIA et Santé Canada font un excellent travail pour réglementer ce type de produits chimiques.

Je dirais qu'il vaut mieux recourir à la réglementation plutôt que d'interdire l'entrée de tel ou tel produit sur le territoire canadien.

• (1715)

Steven Bonk: Par ailleurs, le gouvernement évoque actuellement la possibilité de nouer des relations plus étroites avec l'UE. Nous ne savons pas encore très bien ce que cela impliquera en matière de réglementation agricole. Je sais que le gouvernement joue un rôle très important et prépondérant dans le secteur agricole au sein de l'UE. Je le sais pour avoir dirigé des entreprises agricoles là-bas. En réalité, ils vous paient pour ne pas produire, ce qui ne contribue en rien à la sécurité alimentaire ni à la souveraineté alimentaire. C'est ce que l'on constate en Europe.

Avez-vous des commentaires à ce sujet et sur la manière dont cette situation devrait être évitée ici, au Canada?

Ian Lee: Croyez-moi, j'ai beaucoup de respect pour le premier ministre, mais je vous mettrais en garde concernant l'Europe. Nos médias ne traitent pas bien ce sujet, car il y a tant d'autres choses dont il faut parler.

L'Europe traverse actuellement une crise, et je ne parle pas seulement de la crise qui secoue la France. Si quelqu'un ici souhaite me contredire, je l'invite à télécharger le rapport de Mario Draghi, disponible sur le site Web de la Commission européenne. Mario Draghi a occupé pendant plusieurs années le poste de gouverneur de la Banque centrale européenne. La lecture du rapport Draghi est très déprimante. Il y est question de tous les problèmes auxquels l'Europe est confrontée, notamment un déclin très marqué de la productivité et de l'innovation. Draghi a déclaré que si des réformes radicales n'étaient pas adoptées très rapidement, la taille de l'économie et le niveau de vie risquaient de chuter de manière spectaculaire en Europe.

L'Europe est également confrontée, et ce très rapidement, à ce que certains observateurs ont baptisé le « choc chinois 2.0 ». J'espère que chacun d'entre vous fera une recherche sur Google à ce sujet. Il existe un grand nombre d'articles publiés par des groupes de réflexion européens. Il s'agit du choc provoqué par la stratégie déployée par la Chine en matière de production et d'exportation de machines-outils et de produits électroniques haut de gamme. Les experts craignent que cette stratégie chinoise nuise énormément à l'industrie manufacturière allemande, italienne et française.

Bref, j'adore me rendre en Europe et je possède même un passeport européen, mais nous ne devons pas oublier le fait que ce continent est confronté à de nombreux problèmes majeurs.

Steven Bonk: Il me reste un peu de temps.

Il s'est passé un événement révélateur aux États-Unis à propos duquel j'aimerais avoir votre avis, car c'est très important.

Nous avons vu récemment le président Trump intervenir sur le marché de la viande bovine. Sur une période de 90 jours seulement, les États-Unis ont importé 300 000 tonnes métriques de viande bovine. Le président Trump a déclaré que cela permettrait de réduire de 25 % le prix de la viande bovine à l'épicerie. En réalité, la baisse s'est avérée un maigre 2 %, soit 16 ¢ par livre pour la viande hachée, par exemple; pourtant, le prix des bovins aux États-Unis et au Canada — nos marchés étant fortement intégrés —, a grimpé de 200 \$ à 600 \$ par tête.

Pourriez-vous nous expliquer pourquoi l'intervention du gouvernement sur les marchés libres n'est pas une bonne idée?

Ian Lee: Je tiens tout d'abord à répéter que je ne suis pas contre le gouvernement. Je travaille au sein de la fonction publique, et j'enseigne également dans une université publique. Mon père a ser-

vi au sein de la fonction publique fédérale pendant 42 ans. Je n'ai donc rien contre la fonction publique... Mon point est simplement que l'intervention du gouvernement dans...

Le vice-président (John Barlow): Monsieur Lee, je suis désolé de vous interrompre, mais pourriez-vous nous fournir une réponse brève, je vous prie.

Ian Lee: Le gouvernement est avant tout doué pour arbitrer un match de football. Néanmoins, il n'est pas du tout performant en tant que joueur; on est très loin de Tom Brady. Bref, le gouvernement a tout à fait sa place sur le terrain, mais seulement à titre d'arbitre.

Le vice-président (John Barlow): Merci, monsieur Lee. Vous nous avez présenté une excellente analogie.

Monsieur Connors, à vous la parole pour un total de cinq minutes, je vous prie.

Paul Connors (Avalon, Lib.): Je tiens d'abord à remercier tous nos invités pour leur présence parmi nous aujourd'hui.

Madame Caughey, je vais vous poser quelques questions.

Au cours de cette séance, nous avons utilisé les termes de « souveraineté alimentaire » et de « sécurité alimentaire ». Sont-ils synonymes, selon vous, ou y a-t-il une différence entre les deux?

Amy Caughey: Je pense qu'il y a une différence marquée entre les deux termes. La sécurité alimentaire, c'est simplement d'avoir de quoi se nourrir, tandis que la souveraineté alimentaire, c'est avoir accès aux aliments que l'on souhaite réellement manger. C'est vraiment cela qui fait la différence: comment on se sent, quel est notre état de santé, ce qu'on donne à manger à ses enfants, et ainsi de suite.

Dans le cadre de mon travail, une participante à notre étude a expliqué que lorsqu'elle mangeait beaucoup de viande achetée au supermarché, mais qu'elle n'avait pas accès à de la viande de phoque, et qu'elle avait constamment faim. On constate donc que certaines personnes continuent d'avoir faim lorsqu'elles n'ont pas accès précisément aux aliments qui peuvent réellement combler leurs besoins profonds. Je pense que nous pouvons tous citer des exemples tirés de notre parcours personnel. Si nous n'avons pas accès aux aliments qui nous sont familiers — souvent, il est question de plats que notre famille a l'habitude de manger et que nous associons à ce que préparait notre grand-mère —, alors nous ne nous sentons pas comblés.

Lorsque nous jouissons de la souveraineté alimentaire, nous exerçons également un contrôle sur notre système alimentaire. Nous affirmons que les habitants du Nord devraient adopter une alimentation végétale, car c'est ce que recommande l'Organisation mondiale de la santé. En effet, l'Organisation mondiale de la santé a indiqué aux citoyens du monde entier que l'adoption d'une alimentation à base de végétaux était la meilleure solution pour de nombreuses raisons, notamment en raison de son impact sur le climat, la santé humaine, et ainsi de suite.

Toutefois, quand on réfléchit à ce que les Inuits souhaitent manger, à ce que les habitants du Nord disent vouloir manger, il ne s'agit pas d'un régime à base de végétaux. La souveraineté alimentaire, c'est disposer de la nourriture que les gens souhaitent manger. Ainsi, il ne s'agit pas simplement d'avoir accès à de la nourriture, mais de bénéficier d'une alimentation qui a du sens pour la personne, pour sa famille, ainsi que pour la santé et le bien-être.

• (1720)

Paul Connors: Très bien. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, on a souvent dit que le Nord était confronté à un grave problème d'insécurité alimentaire. Comment définiriez-vous la sécurité alimentaire au Nunavut?

Amy Caughey: Comme nous l'avons déjà évoqué, l'insécurité alimentaire constitue une forme de privation matérielle. Il s'agit donc là d'un enjeu économique autant que d'un enjeu de souveraineté alimentaire.

Il est important que nous prenions conscience des répercussions de l'insécurité alimentaire, non seulement sur les personnes qui en souffrent, mais aussi sur l'économie de notre pays. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire tombent plus souvent malades; elles tendent à contracter davantage d'infections et de maladies contagieuses. Au Nunavut, nous considérons que la tuberculose est étroitement liée à notre situation d'insécurité alimentaire. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire souffrent davantage de maladies chroniques, telles que l'hypertension artérielle, les maladies cardiaques, voire les maladies mentales. Ces personnes ont davantage recours aux services de santé, ce qui engendre des coûts importants pour l'ensemble de la société. Peut-être qu'un autre comité pourrait également se pencher sur les aspects économiques de l'insécurité alimentaire en matière de santé.

Quand on réfléchit en profondeur à la notion de sécurité alimentaire, on se rend compte qu'elle va bien au-delà du simple fait d'avoir accès à de la nourriture. À mes yeux, c'est un aspect essentiel lorsqu'on aborde la question de la santé dans son ensemble. C'est également important lorsqu'on parle de la sécurité de notre pays. Tous les regards sont actuellement tournés vers l'Arctique. Il s'agit d'une question urgente. Il faut absolument s'en occuper sans tarder si l'on veut garantir la sécurité de l'Arctique.

Paul Connors: Monsieur le président, je pense qu'il me reste une minute.

Le vice-président (John Barlow): Il vous reste exactement 45 secondes.

Paul Connors: D'accord, je vais donc poser une brève question à Mme Caughey. Selon vous, quelle infrastructure est la plus urgente pour garantir la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire au Nunavut?

Amy Caughey: Je ne suis pas certaine de pouvoir répondre à cette question en 45 secondes. Nos frais de transport sont très élevés, notamment pour les billets d'avion. C'est un problème majeur. Il faut construire des logements. La surpopulation dans les logements est étroitement liée à l'insécurité alimentaire. C'est ce que montrent nos recherches. C'est ce qu'ont souligné les organismes de défense des droits inuits. Nous devons nous attaquer au problème de la surpopulation au Nunavut pour garantir la sécurité alimentaire.

Nous avons également besoin de mettre en place certaines infrastructures de recherche, par exemple. C'est là que je travaille, dans la recherche. Cette fin de semaine, j'ai prélevé des échantillons sur des phoques avec mes collègues, car nous menons une étude sur la santé des phoques, et son impact sur la sécurité alimentaire des habitants de la région. Nous étions dehors, sur le terrain, à prélever des échantillons sous la neige fondue et la pluie. C'était pénible, il faisait très froid. Nous avons tant bien que mal rempli nos sacs de morceaux de phoques. Il s'agit là d'importants travaux de recherche pour aider nos communautés. À ce moment-là, nous avons discuté de la productivité que nous aurions pu gagner si nous avions dispo-

sé d'un centre de recherche où nous aurions pu effectuer ce travail dans de bien meilleures conditions.

Il existe de nombreux domaines dans lesquels les infrastructures sont réellement indispensables pour soutenir tous les aspects du système alimentaire.

Le vice-président (John Barlow): Merci beaucoup.

Je remarque que j'ai laissé M. Connors et M. Bonk dépasser légèrement le temps imparti.

Monsieur Perron, auriez-vous une question à poser, juste pour équilibrer le temps de parole?

[Français]

Yves Perron: Monsieur Lee, vous avez dit tantôt que les agences font un bon travail pour exiger des normes équivalentes des produits de l'étranger, en parlant des produits laitiers, entre autres.

Que pensez-vous de l'exemple récent des framboises qui ont été importées par une compagnie et qui contenaient beaucoup plus de pesticides que ce qui est autorisé au pays? Ça nous a pris des années pour nous en rendre compte. Généralement, les commentaires que nos producteurs, particulièrement les maraîchers, nous font portent sur l'absence de réciprocité des normes. Il manque de contrôle. Donc, si on veut que ce que vous dites soit vrai, ça prendrait beaucoup plus de ressources dans ces agences.

J'aimerais que vous réagissiez à ça.

Merci.

• (1725)

[Traduction]

Ian Lee: Je n'ai jamais, au grand jamais, prétendu que nos services étaient parfaits, pas plus que nos professeurs ni nos policiers. Nous sommes des êtres humains, et nous pouvons donc tous commettre des erreurs.

Au Canada, nous avons le privilège de disposer d'excellents mécanismes de contrôle, de toute une variété de médias, et de députés travaillants comme vous. Lorsque les médias ou les députés constatent un problème, celui-ci est porté à l'attention de la population. Une enquête est alors déclenchée pour déterminer les mesures à prendre afin de remédier à tel ou tel problème.

Je suis convaincu que le Canada peut toujours compter sur l'une des fonctions publiques les plus qualifiées au monde. Je pense que notre fonction publique fera preuve de toute la diligence requise, et qu'elle identifiera les problèmes, même si cela prendra le temps qu'il faut. Nos fonctionnaires pourront ensuite se tourner vers la ministre et lui formuler des recommandations visant à remédier aux problèmes cernés.

Je vais être très franc, car j'ai visité de nombreux pays en développement. Dans ces pays, ce type de problèmes est souvent laissé de côté, tout simplement. Les autorités publiques se contentent de cacher les problèmes sous le tapis, et ils ne sont donc jamais résolus. Ici au Canada, au moins nous avons le courage d'agir, de prendre les mesures qui s'imposent; cela demande simplement du temps et des ressources financières.

Le vice-président (John Barlow): Merci beaucoup, monsieur Lee.

Un grand merci à tous nos collègues.

Monsieur Lee, par simple curiosité, avez-vous déjà travaillé sur les supermarchés gérés par la Ville de Toronto?

Ian Lee: Les supermarchés gérés par la Ville de Toronto...

Le vice-président (John Barlow): Avez-vous travaillé sur ce dossier?

Ian Lee: Non, mais je me suis beaucoup documenté sur le sujet, car je souhaite rédiger un mémoire complet.

Le vice-président (John Barlow): D'accord. Lorsque vous aurez terminé ce mémoire, j'aimerais beaucoup le consulter.

Merci.

Dave Epp: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Compte tenu des témoignages d'aujourd'hui, et de la participation de représentants de la FAO et de l'UPA qui nous ont fait part de leurs préoccupations concernant Alto et les terres agricoles, puis-je demander à M. Lee de déposer le texte de son exposé datant du 19 septembre? J'ai eu l'occasion de le consulter avec le greffier. Cela permettrait à tout le monde de prendre connaissance de l'exposé qu'il a présenté au Québec.

Ian Lee: Je le ferai avec plaisir, et je dispose d'ailleurs de toutes les sources nécessaires.

Chaque graphique et chaque affirmation factuelle s'appuient sur des sources publiques telles que la société ferroviaire chinoise, la société ferroviaire japonaise, Eurostat, et les chemins de fer européens. Toutes mes affirmations et tous mes graphiques sont accompagnés de leurs sources; vous pouvez donc vérifier par vous-même en remontant à la source pour examiner ces dernières. Les données sont tout à fait stupéfiantes.

Le vice-président (John Barlow): Merci beaucoup, monsieur Lee.

Dave Epp: Pensez-vous que nous devrions mener une autre étude à ce sujet au sein du Comité?

Le vice-président (John Barlow): Monsieur Epp, votre temps de parole est malheureusement écoulé.

Nous avons quelques points d'ordre administratif à régler concernant une étude précédente. Nous allons brièvement lever la séance pour permettre à nos invités de quitter les lieux, puis nous nous occuperons de quelques questions relatives aux travaux du Comité.

Nous allons suspendre la séance pour une minute.

● (1725)

(Pause)

● (1725)

Le vice-président (John Barlow): Nous reprenons nos travaux.

Nous avons ici un projet de loi d'initiative parlementaire, le projet de loi C-226, qui doit être examiné par le Comité et finalisé d'ici le 19 novembre. La date limite pour la présentation des témoins dans le cadre de cette étude est fixée à la fin de la journée d'aujourd'hui. Je crois savoir que certains partis ont déjà transmis leur liste de témoins, tandis que d'autres ne l'ont pas encore fait. Si vous ne l'avez pas encore fait, le temps presse.

Nous devons fixer une date pour l'étude. Je ne pense pas que cela prendra plus d'une réunion, mais je reste bien sûr ouvert à toute proposition. Je ne vais pas dicter aux membres du Comité ce que vous devez faire. Je dirais une journée, ou deux au maximum. Une journée sera consacrée aux témoins, notamment le député, puis nous aurons une discussion sur l'examen du projet de loi lui-même.

Nous avons nos agendas devant nous, excellent. Nous pouvons nous en occuper à tout moment, chers collègues. Voulons-nous nous y mettre? Nous avons déjà des témoins pour ce jeudi. Voulons-nous commencer dès la première réunion après les vacances de l'Action de grâce? Ce serait ce mardi-là, c'est-à-dire le 20 octobre. Je pense que nous pouvons essayer de régler cela cette semaine-là, puis passer à autre chose.

Est-ce que ça convient à tout le monde si on le fait le 20 octobre? L'examen des témoignages aura lieu le 20 octobre, puis nous pourrions procéder à l'examen article par article lors de la réunion du 27 octobre. Cela laissera suffisamment de temps à notre analyste et à notre greffier pour tout organiser. Est-ce que cela convient à tout le monde? Je vois que tout le monde est d'accord. Parfait.

Si nous devons nous réunir le 27 octobre, disons que la date limite est fixée à la fin de la semaine, soit le jeudi 22 octobre, pour tout dépôt d'amendements. Honnêtement, je ne m'attends pas à ce qu'il y en ait, mais si c'est le cas, la date limite de dépôt est la fin de la journée du jeudi 22 octobre.

Je suis prêt à recevoir une motion d'ajournement.

Merci beaucoup, chers collègues.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>